

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 24, DIM. 25, LUN. 26 MARS 1979 - N° 881

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Giscard d'Estaing dit qu'il comprend la fureur des sidérurgistes. Cynisme rarement atteint de la part de ce grand bourgeois, représentant et ardent défenseur des capitalistes de l'acier avec lesquels il élabore les sinistres plans de restructuration. Il comprend si bien la colère des sidérurgistes qu'il n'en persiste pas moins dans l'intransigeance. Barre l'a répété avec son habituelle arrogance : il n'est pas question de revenir sur le plan acier ; les licenciements doivent se faire. D'ailleurs, les dernières discussions en date, le 21 mars, sont éclairantes de ce point de vue : à nouveau des heures de palabres pour rien. Etchegaray, le PDG d'Usinor, quand il ne sait plus que dire, se retranche derrière les décisions gouvernementales. Le moment n'est donc pas aux tergiversations mais à l'action ; dans la lignée de ce qui s'est fait jusqu'à maintenant.

Tout le monde dans les bassins sidérurgiques s'accorde à le dire : la lutte est à un tournant ; il faut entrer dans une nouvelle phase. Par leurs actions déterminées, par leur esprit d'initiative, les militants, les travailleurs de Longwy et de Denain ont réussi à créer une dynamique de lutte offensive. Ils sont parvenus à rompre avec l'attentisme en surmontant une à une les difficultés inhérentes à la lutte contre le chômage. Ils y sont arrivés en s'appuyant sur la légitime révolte des travailleurs et de la population des régions touchées.

Maintenant, il s'agit de passer à un stade supérieur. Car la lutte ne doit pas s'arrêter le 23 mars. Les milliers de travailleurs venus à Paris crier leur colère ne doivent pas repartir sans perspectives. Rien n'a été obtenu, il est nécessaire d'accentuer la pression. Et les possibilités existent. La mobilisation n'a pas faibli, la révolte est profonde. C'est maintenant qu'il faut lutter.

Déjà, à Longwy, à Dunkerque, à Denain, des militants commencent à poser le problème de s'attaquer à la production et de porter la lutte au niveau de l'ensemble des usines sidérurgiques. La restructuration ne comprend pas que les fermetures et les licenciements. Pour les travailleurs qui restent, c'est l'intensification du travail, la dégradation des conditions de travail, le manque de sécurité, les bas salaires. A la Solmer-sur-Fos, les travailleurs qui luttent en ce moment pour les salaires et contre la répression l'ont bien compris. Ils ont placé leur lutte sous le signe du combat commun de tous les sidérurgistes.

C'est dans cet esprit que les sections CFDT d'Usinor ont décidé d'organiser une marche sur Dunkerque le 27 mars.

L'heure n'est pas à la résignation et à l'attentisme, elle est à la lutte offensive ; elle est au rassemblement de tous ceux qui se sont engagés déjà dans le combat, à la solidarité avec eux, à la popularisation de leurs initiatives, à la résistance populaire contre le chômage. Dans la voie ouverte à Longwy et à Denain.

L'Europe des luttes dit non aux plans de licenciements dans la sidérurgie

Lire en page 11

A NOS LECTEURS,

L'extension de la télé-impression dans la presse — dont l'emploi est très coûteux — a contraint depuis septembre 1977 Le Quotidien du Peuple à être mis au tirage vers midi pour pouvoir être diffusé le lendemain en province. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas rendre compte dans ce numéro du déroulement de la manifestation du 23. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

LONGWY, DENAIN NOUS MONTRENT LE CHEMIN

Lire notre dossier en pages 8 et 9



Le 10 mars, ceux de Longwy sont venus manifester avec leurs camarades de Denain.

Au début de la semaine IMPORTANTE REUNION DES PAYS PRODUCTEURS DE PETROLE

Selon toute vraisemblance, le début de la semaine prochaine va être marqué par d'importantes décisions concernant le pétrole.

Lundi, les ministres de l'Energie des pays de l'OPEP se réunissent à Genève pour faire le point sur la situation actuelle des prix. La conjoncture économique et politique va très probablement les amener à décider une hausse : en décembre dernier, l'OPEP avait décidé d'augmenter le prix du baril de pétrole en 4 étapes cette année. Il se pourrait que l'augmentation se fasse en un seul coup, dès le 1^{er} avril. Certains experts parlent même d'une augmentation de 20 à 35 %.

D'autres réunions concernant l'énergie sont prévues au début de la semaine prochaine : mardi, les ministres de l'Energie de l'Europe des neuf se réunissent à Bruxelles. Jeudi, Carter rendra public son nouveau plan énergétique. Il n'est par ailleurs pas exclu que le gouvernement français prenne des mesures dès ce week-end.

P.3
Dans la centrale à oxygène d'Herseange occupée, interview d'un délégué CFDT d'Usinor

P.4
Interview d'un sidérurgiste de Fos-sur-Mer

P.5
Contraire au sein du peuple. Aujourd'hui : «Le 23^e Congrès du PCF : quel changement ?

P.6
25 mars 1957 : La naissance du Marché commun

P.10
Le 18 mars 1871, une offensive ouvrière victorieuse

P.12
Où va l'Iran ?

P. 14
A livres ouverts

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

Sous la plume de Nicolas Brimo, *Le Canard Enchaîné* fournit quelques révélations sur le scandale du ministère de l'Information sud-africain. Ce ministère finançait en sous-main des hommes d'affaires qui cherchaient à prendre le contrôle de divers journaux, dans le monde entier, avec comme but ultime de vanter les mérites du régime raciste de Pretoria.

Comme dit *Le Canard*, «paraîtront, au cours de l'intrigue, Henri Giscard d'Estaing, dit «Riton» ; la femme d'un sous-ministre français ; Gault et Millau et leur guide gastronomique. Sans oublier, en vedette américaine, l'inévitable Jacques Médéric».

Ils ne s'arrêtent pas là. Lorsque Jean-Jacques Servan-Schreiber veut vendre *l'Express*, nos Sud-Africains songent à le racheter. Mais JJSS fait rapidement affaire avec l'Anglais Jimmy Goldsmith. Une réussite, en revanche : Gérard Aim,

Abramson et Pegg prennent le contrôle de la société éditrice du *Guide Gault et Millau*. Leur représentant britannique, Christopher Dolley, parvient également à signer un contrat de gérance, au nom de «La nouvelle société de presse», avec Max Jalade, directeur d'un petit mensuel, *France-Eurafrique*. Cet ancien journaliste de feu *Paris-Presse* y défend des opinions très convenables sur l'Afrique. Mais il ignore qui se cache derrière cette «Nouvelle société de presse».

GISCARDINETS

Dans le Tout-Paris, Gérard Aim joue les Citizen Kane au petit pied. Le dirigeant du mouvement des Jeunes giscardiens, Hugues Dewavrin, lui demande d'étudier la possibilité de lancer un journal destiné à la jeunesse. On se rencontre, on fait des projets, on déjeune. Au cours de l'année 1978, Gérard Aim, Hugues Dewavrin et Henri Giscard d'Estaing se retrouvent ainsi plus d'une dizaine de fois. Mais les discussions qui ont lieu au domicile personnel de Gérard Aim, boulevard Lannes, traînent. Hélas ! à Pretoria, une com-

mission d'enquête parlementaire s'est mise au travail (eh oui ! même là-bas). Elle entreprend d'examiner la gestion du ministère de l'Information, et la débâcle commence. Les parlementaires sud-africains découvrent que sur les 73 millions de dollars dépensés pour la propagande du régime, un joli paquet a été détourné pour financer le parti politique de Connie Mulder et du Premier ministre, John Vorster, devenu depuis président de la République.

Pour tout arranger, en Angleterre, Abramson et Pegg sont contraints de brader leurs entreprises qui vont au plus mal. A Paris, enfin, des désaccords surgissent entre Gérard Aim, Henri Gault, Christian Millau et les deux hommes d'affaires sud-africains. Chacun décide de reprendre ses billes.

Le 29 août 1978, Gérard Aim vend aux Sud-Africains, pour 467 000 F, ses parts de «La nouvelle société de presse». Quant à Henri Gault et Christian Millau, ils commencent à racheter les actions du *Guide* vendues par eux un an plus tôt.

«L'Afrique du Sud voulait acheter des journaux français»

A Pretoria, le ministre de l'Information, Connie Mulder, doit finalement démissionner. Plus cocasse, l'homme clé de l'opération, Eschel Rhoodie, s'enfuit à l'étranger avec les fameuses bandes magnétiques qu'il a enregistrées. En Afrique du Sud, le scandale explose. Le 19 décembre 1978, David Abramson et Stuart Pegg, les deux distributeurs des fonds secrets sud-africains, arrivent à Paris pour liquider «La nouvelle société de presse» (la faillite est actuellement chiffrée à six millions de francs). Puis les deux hommes «disparaissent» ; en fait, ils se cachent tout simplement à Paris.

MANQUE PAS D'OXYGENE

Quant à Gérard Aim, il poursuit seul ses multiples activités. En décembre 1978, il a édité un numéro d'essai d'un gentil journal pour les jeunes, *Oxygène*. Mais le projet n'a pas eu de suites, au grand désespoir d'Henri Giscard d'Estaing, qui voyait son vieux rêve se réaliser. En janvier dernier, enfin, Gérard Aim lance avec succès la formule des *Vacances-orange* en collaboration avec *Euromarché*,

et il s'apprête à publier, la semaine prochaine, un nouvel hebdomadaire, *Télé-magazine orange*. Les affaires continuent donc, comme si de rien n'était.

Lorsqu'on demande à Gérard Aim ce qu'il est allé faire dans cette galère sud-africaine, il répond simplement au *Canard* :

«J'ignorais totalement les liens entre Abramson, Pegg et le régime de Pretoria. D'ailleurs, je me suis dégagé financièrement bien avant que l'affaire n'éclate en Afrique du Sud. Et pour de simples raisons de gestion».

Christian Millau a fait au *Canard* une réponse identique. En soulignant que jamais les actionnaires sud-africains ne lui ont demandé de publier dans son *Guide* une seule ligne à la gloire de leur régime. Ils n'ont pas eu le temps ?

Ce n'est là que le premier chapitre de ce roman. Comme chacun le sait, le régime raciste de Pretoria a d'excellentes relations dans le personnel politique français. Et, on le verra dans le prochain numéro du *Canard*, il ne s'est pas privé de s'en servir...

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

Il est des faits qui parlent d'eux-mêmes. Ainsi cet extrait du compte rendu officiel de la 3ème séance de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale, le 15 mars. Face à cette lamentable pantalonnade, rappelons qu'il était — en principe — question de l'emploi et de la sidérurgie, au cours d'une session que certains avaient présentée (avant) comme une nouvelle étape de la lutte des sidérurgistes.

M. le président. La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Mes chers collègues, si j'interviens c'est dans le désir d'appeler votre attention sur des mesures concrètes susceptibles de rendre notre économie plus dynamique et donc de créer des emplois.

Plusieurs orateurs ont déjà signalé le poids considérable des charges sociales dans notre pays. Chacun sait qu'elles représentent un élément fondamental qui grève nos coûts de production et, par conséquent, amoindrit notre compétitivité.

M. Parfait Jans. Ah, les pauvres patrons ! comme ils sont à plaindre !

M. Francis Hardy. Créez donc une entreprise, messieurs !

M. André Soury. Vous, vous les cassez !

M. Georges Tranchant. Messieurs, si vous n'êtes pas d'accord sur une solution pour

les travailleurs, car c'est d'eux qu'il s'agit — en l'occurrence, c'est de créations d'emplois qu'un chef d'entreprise vient vous parler, à l'Assemblée nationale — alors taisez-vous ! Vous n'êtes pas des chefs d'entreprise. C'est nous qui payons des impôts pour vous faire vivre, ne l'oubliez pas. (Vives protestations sur les bancs des communistes et des socialistes).

M. Guy Bêche. C'est ignoble !

Mme Myriam Barbera. Que croyez-vous donc ? Que vous faites la charité ?

M. André Soury. Ce sont les ouvriers qui paient des impôts !

M. Georges Tranchant. Je vous en prie, laissez-moi poursuivre.

M. Alain Hauteceur. Ne soyez pas si tranchant ! (Sourires).

M. Robert Wagner. Voilà une réflexion intelligente.

M. André Soury. Soyez sérieux, monsieur Tranchant, n'inventez pas n'importe quoi !

M. le président. Poursuivez, monsieur Tranchant.

M. Georges Tranchant. Si l'on compare la moyenne des cotisations sociales françaises avec celles de nos principaux concurrents...

M. Alain Hauteceur. Vous allez comparer avec l'Inde ?

M. Georges Tranchant. ...notamment les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne fédérale, on peut mesurer l'ampleur de notre pénalisation : 55 à 62 p. 100, sur les salaires inférieurs à 4 470 francs, en France,...



M. Alain Hauteceur. C'est vous qui votez les budgets !

M. Georges Tranchant. ...6 à 8 p. 100 au Japon, 14 à 17 p. 100 aux Etats-Unis. Pour autant, à notre connaissance, la population active de ces deux pays ne manque pas de soins ou de sécurisation.

M. Alain Hauteceur. Ne votez pas les budgets !

M. Pierre Zarka. Vous ne voulez pas de la sécurité sociale ?

M. Georges Tranchant. Attendez, je vais y arriver.

Il est nécessaire de comparer le salaire réel payé par les entreprises à chaque travailleur à la somme réelle dont celui-ci peut disposer après les prélèvements opérés pour sa sécurisation.

M. Guy Bêche. Nommez un

ministre des réformes ! (Rires sur les bancs des socialistes et des communistes).

M. Georges Tranchant. Il faut le savoir et il faut le dire. Précisément, je compte sur vous, mes chers collègues, pour le faire savoir, car il y va de l'intérêt des travailleurs...

Mme Chantal Leblanc. Comptez sur nous !

M. Georges Tranchant. ...de l'intérêt des travailleurs que vous défendez et que je défends aussi ! (Exclamations et rires sur les bancs des communistes et des socialistes).

Mme Myriam Barbera. Ils le font très bien eux-mêmes !

M. Georges Tranchant. C'est ainsi qu'un salaire réel de 2 943,80 francs aboutit au paiement d'une somme nette pour le

salarié de 1 768,80 francs.

Je propose donc qu'un texte soit élaboré afin que dorénavant les fiches de paie mentionnent le salaire réel, c'est-à-dire comportent toutes les cotisations versées par l'employeur et l'employé pour faire prendre conscience aux salariés du coût d'un service que beaucoup d'entre eux ont l'illusion d'obtenir gratuitement — d'ailleurs vous les y aidez — et des abus économiquement insupportables qui en découlent.

M. Alain Hauteceur. Et les travailleurs licenciés, auront-ils aussi un bulletin de salaire ?

M. Marcel Rigout. C'est toujours la faute des travailleurs !

M. Georges Tranchant. Je concède, messieurs, que vous portez un grand intérêt à mes propos, et je m'en félicite.

M. Guy Ducloné. Porterez-vous aussi les profits sur la fiche de paie ?

M. Georges Tranchant. Je propose que la fiche de paie fasse état des salaires réels.

M. Guy Ducloné. Et des profits !

M. Georges Tranchant. Messieurs il ne peut y avoir d'emplois sans profits (Exclamations et rires sur les bancs des communistes et des socialistes) car on ne partage pas des pertes. La manufacture de Saint-Etienne, vous la connaissez bien : est-elle génératrice de profits ?

Les coupures de courant quotidiennes de deux heures, la grève des dockers, quand la construction navale rencontre des difficultés, sont-elles génératrices de profits pour la France ?

Dans la centrale à oxygène d'Herseange, interview d'un responsable CFDT d'Usinor

Dans la centrale à oxygène d'Herseange occupée par des sidérurgistes, nous avons discuté avec un responsable CFDT d'Usinor. Il nous a donné son point de vue sur quelques questions importantes qui se posent aujourd'hui pour la lutte des sidérurgistes.

► **Nous sommes ici dans la centrale à oxygène, qui est occupée depuis plusieurs jours. Est-ce que tu peux situer cette action par rapport à ce qui s'est passé ces six dernières semaines ?**

Ici, à la centrale à oxygène, on peut bloquer la production de toutes les usines de bassin de Longwy ; c'est pour mener l'action contre la production parce que, en ce moment au mois de mars, il y a une production intensive dans les usines. On sait très bien qu'avant de fermer, ils poussent la production à fond pour faire croire aux gars qu'il y a peut-être un espoir ; dans trois mois on leur dira « on n'a plus besoin de vous, allez dehors ». Tant qu'on a le rapport de force, on mène la lutte.

Comme on sait que c'est une lutte dure on ne veut pas appeler tout de suite à une grève générale, surtout qu'il faudrait que toutes les usines soient coordonnées pour faire une grève générale ; alors on mène la lutte avec ce moyen d'action, comme maintenant l'occupation de la centrale d'Herseange.

► **Quand tu parles d'autres usines, tu penses auxquelles ?**

C'est Fos, Dunkerque, celles de Moselle, toutes les usines. L'objectif ça serait d'arriver à la grève générale, mais pour le moment, comme le niveau

«On en est arrivé au stade où il faut les gêner dans la production»

savait que des décisions avaient été prises en haut niveau entre le patronat et le gouvernement et qu'il n'y avait pas comme ça qu'on pouvait s'en sortir. Lutte dure ça veut dire qu'on a pris les moyens : on a mis en route une radio pirate, on a investi la

niveau dans la lutte. Par exemple, à chaque fois qu'il y a eu des réunions sans résultat, on marquait notre désapprobation par une opération coup de poing. C'était clair, les autres savaient à quoi s'en tenir, on ne se laissait pas piéger par des déclarations

► **Comment cela pourrait-il se concrétiser et avec quels moyens ?**

Pour moi la lutte est à un tournant, il y a quand même une certaine fatigue des travailleurs et aussi des militants. En plus on arrive à un point où le gouvernement et le patronat sont au bout du rouleau ; il va falloir qu'ils sortent leurs dernières propositions, leur dernier moyen de divisions. Les partis politiques vont, à partir de là, essayer de reprendre le devant de la scène, ce qu'ils ont commencé à faire par rapport au débat parlementaire. On arrive donc à un tournant ; il faut arriver à garder une mobilisation massive des gars. Jusqu'à présent on avait le soutien de la population avec de temps en temps des grandes poussées ; c'était le 19 décembre, il y avait 20 000 personnes à Longwy ; c'était le 12 janvier à Metz ; c'était le 16 février, la grève générale sur toute la France ; ça c'étaient des coups de masse, et le soutien à partir d'actions coup de poing. Maintenant notre combat c'est la par-

ticipation active de tout le monde sans doute vers la grève générale et avec une ligne extrêmement dure au niveau du syndicat.

► **Est-ce que tu peux expliquer pourquoi la CFDT de Longwy participe à la marche alors qu'au niveau national ils ne sont pas d'accord ?**

Pour moi disons que par rapport au diktat de la CGT, c'est normal que la CFDT ne soit pas d'accord. Ce qui est embêtant c'est qu'au bout du compte, les travailleurs ne s'y retrouvent pas. Cela devient pour eux des querelles d'état-major et les gars ne savent plus qui a raison et qui a tort, ils ne se sentent pas concernés. C'est pour ça qu'à Longwy, dans le sens de l'unité, on a voulu dépasser ce dilemme ; nous allons appeler les travailleurs à aller à Paris comme les camarades de la CGT. Mais pour bien montrer qu'il n'est pas question qu'il y ait une récupération, qu'il n'est pas question qu'un syndicat manipule ou profite d'un coup de force, on ira sans sigle CFDT, on ira seulement avec SOS Emploi Longwy.



A Paris, devant le siège d'Usinor mercredi 21 mars.

n'est pas encore atteint, on ne mène pas la lutte de cette façon. Les gars ne perdent pas d'argent et ils seront prêts à la lutte d'ensemble. On a essayé de partir sur une lutte longue et dure parce qu'on

sous-préfecture, on a riposté à l'attaque des flics à la Chiers, au relais. C'étaient les opérations coup de poing qui se succédaient, décharger des wagons, des trains, tout cela afin de garder un haut

plus ou moins conciliantes.

Maintenant on en est arrivé au stade où il faut les gêner dans la production, c'est pour cette raison que nous sommes à la centrale.

Le 27 mars, tous en grève à Dunkerque !

Extrait d'un tract de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque

«Le 27 mars 1979 a lieu la dernière réunion entre Echegaray et les syndicats ; cette réunion, dite de synthèse, verra en principe la fin des négociations qui se soldera par l'enterrement de première classe de Denain, Longwy, Sedan... Nous savons déjà qu'un nouveau plan se prépare pour 1983 au plus tard et que ce nouveau plan concernera les usines de Dunkerque, Fos-sur-Mer et Sollac Sacilor. Comme l'a toujours dit la CFDT, notre tour viendra ; après la mort de Denain, ce ne sera pas très joli.

LA POSITION DE LA CFDT

Toutes les sections syndicales de toutes les usines d'Usinor, réunies le 14 mars 1979 à Denain, ont décidé d'étendre l'action dans tout le groupe Usinor. De plus, l'annonce faite par M. Echegaray de fermer Usinor Denain et de jeter des milliers de travailleurs à la rue, nous ne pouvons plus continuer à tergiverser. Quand on sait que M. Diers nous dit que nous sommes un millier en sur-effectif à Dunkerque pour la production réalisée et quand on voit qu'on prévoit la mutation de 320 travailleurs de Denain à

Dunkerque, on est en droit de se demander qui va partir d'Usinor Dunkerque pour atteindre l'effectif voulu par la direction !..

L'ACTION

Les sections syndicales CFDT d'Usinor ont établi un programme d'action : tous les jours de la semaine, chaque usine d'Usinor sera le centre d'une action précise que, pour des motifs d'efficacité, nous ne pouvons dévoiler entièrement sous peine de voir les CRS nous précéder partout ! Pour sa part, la section syndicale d'Usinor-Dunkerque est chargée de réaliser une journée d'action à Dunkerque, le 27 mars 1979. Nous avons proposé à la CGT de participer à cette journée dans l'unité. Cette journée qui devait être proposée le 16 mars 1979 par la CFDT a été remise au 27 mars pour que les conditions d'unité syndicale en ce qui concerne la grève du 23 mars proposée par la CGT soient réalisées. Nous espérons que la même unité syndicale sera réalisée pour le 27 mars.

LA JOURNÉE DU 27 MARS

Les propositions de la CFDT (...) : il s'agit de faire en sorte que les travailleurs de Denain, Longwy, Sedan, puissent

rencontrer ceux de Dunkerque, Mardyck, Montataire... et débattre ensemble de l'action à mener. La CFDT propose de lancer un nouvel ordre de grève pour cette journée, d'organiser un meeting le matin à Usinor Dunkerque et de faire une manifestation l'après-midi à Dunkerque en regroupant au minimum tous les métallurgistes et sidérurgistes de la région dunkerquoise. Le 27 mars 1979 à Dunkerque sera une grande, très grande journée d'action des sidérurgistes. Elle sera d'autant plus importante que nous savons tous que le plan de restructuration d'Usinor avec tout ce que cela comporte touchera Usinor Dunkerque et que ce plan de restructuration ne sera jamais remis en cause tant que Dunkerque tournera à fond. A ce propos, signalons qu'actuellement l'usine de Fos-sur-Mer est en lutte pour obtenir la cinquième équipe et des augmentations de salaire.

Section syndicale CFDT d'Usinor - Dunkerque

La section signale : La collecte que nous avons faite pour la venue des travailleurs de Denain, Longwy, Sedan a rapporté 12 200 F (un millions 220 000 centimes) qui ont été remis aux syndicats de ces usines pour qu'ils puissent payer leurs bus.

SOS emploi N°18

Pour répondre à Echegaray, freinons la production !

Aujourd'hui 21 mars, c'est la dernière rencontre entre Echegaray et les syndicats sur le sort des usines du bassin de Longwy. Rappelons ce qu'ils avaient décidé les 11 et 12 décembre dernier :

— Arrêt de l'usine de la Chiers le 4 août 1979 ;
— Usinor-Longwy démantelé : arrêt des hauts fourneaux et des aciéries. Total = 7 500 licenciements.

A présent, il est question de porter atteinte à

l'usine Cockerill de Rehon par la mise en cause, dans un premier temps, des hauts fourneaux.

Ce serait ça leur révision du plan acier !

Pour faire accepter leur sinistre plan, ils vont parler de mesures sociales :

— prime à l'abandon de poste ;
— dégageant des travailleurs de plus de 50 ans ;

— parcs à chômeurs. Ils nous tendent un piè-

ge, mais en même temps, ces propositions montrent qu'ils n'ont plus d'autres solutions de rechange ! Aujourd'hui, après la réunion, que l'on soit travailleurs de Rehon, de la Chiers ou d'Usinor, la question est : « Que faire maintenant ? »

POUR LA CFDT, IL FAUT FRAPPER UN GRAND COUP TOUT DE SUITE !

Sauver les outils de travail et les emplois, ça passe maintenant par la remise en cause de la production, avant qu'ils commencent ou finissent de démanteler les usines. C'est le sens de l'action que nous avons menée le 15, en bloquant l'arrivée d'oxygène.

C'était un premier coup de semonce limité dans le temps.

AUJOURD'HUI EN PLEINE REUNION AVEC ETCHEGARAY, NOUS LA RENOUVELONS. Nous pensons que cette tactique doit être reprise par tous les travailleurs. Elle peut être le début d'une lutte de tous les sidérurgistes dont nous sommes en train de créer les conditions, avec ceux de Denain et ceux de Dunkerque.

• Roubaix : occupation contre un licenciement chez Pennel et Flipo

Depuis le 19 mars, les ouvriers de Pennel et Flipo sont en grève et occupent l'usine. Le mouvement est parti à la suite d'une sanction contre un ouvrier, après une altercation entre deux travailleurs de l'usine : le patron avait décidé le licenciement de l'un d'eux. Face à cette sanction, les ouvriers débraient dans tout l'atelier, et appellent les syndicats, CGT, CFDT et CFTC à soutenir leur mouvement. Ils décident d'aller occuper les grands bureaux, en particulier le 5ème étage, et séquestrent le PDG, qu'ils garderont du lundi au mardi soir. C'est les flics, venus très nombreux, qui le « libèrent ». Leur exigence : « Non au licenciement du camarade ». Ce mouvement montre la volonté de lutte qui existe ici dans les boîtes du textile !

Dès le mardi matin, les syndicats CGT et CFDT de l'ensemble des usines du groupe Prouvost Masurel (La Lainière de Roubaix) dont dépend Pennel et Flipo, ont envoyé une motion de soutien à la lutte, contre la répression qui frappe aussi les autres usines. La grève se poursuit rassemblant la grande majorité des ouvriers.

CORRESPONDANT

UIS LONGWY, le 21 mars

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR UN 12 PAGES LE MERCREDI

AXÉ SUR LES LUTTES OUVRIERES

Nantes	
Pour les 12 pages du mercredi	720
Nuits Saint Georges	
C.G.	50
Créteil Mondor	
	30
	30
Vitry	25
Antony	
L.H.	350
PTT	350
Paris	
Ventes	20
Un machiniste de la RATP	1 000
A.D.	100
Soutien	20
R.C.	100
Besançon	
JLS	200
Coulommiers	
B.T.	350

Saint-Denis	1 200
Pau	14
Toulouse	15
Hérouville-Saint-Clair	
G.C. B.C. syndicaliste au CHU	50
Y.L. syndicaliste à l'hôpital Bon Sauveur	50
A.R. syndicaliste au CHU	10
TP	24
G.C.	100
Saint-Gervais sur Mare	
C.F.	50
Châtillon-sur-Seine	
G.	350
Schiltigheim	
J.M.	100
Rombas	
A.L.	350
Amiens	
Y.B.	200
Lorient	
JES	100

Auxerre	
A.B.	200
Fosses	
S.G.	350
Romaneche Thorins	
Une institutrice en retraite	30
Strasbourg	150
Grande-Synthe	
M	150
Pont-à-Vendin	
J.D.	200
Total	7 038
Total précédent	25 566,10
TOTAL GENERAL	32 604,10

EN AVANT VERS LES 5 MILLIONS

LUTTES OUVRIERES

Interview d'un sidérurgiste de Fos-sur-Mer «DES CHOMEURS EN PLUS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL PLUS DURES POUR CEUX QUI RESTENT»

Les plans de restructuration d'Usinor, Sacilor... entraînent des milliers de licenciements dans les usines sidérurgiques du Nord et de la Lorraine, licenciements contre lesquels les travailleurs ont engagé depuis plusieurs mois la riposte.

Mais la restructuration, c'est aussi dans le même temps, dans les usines qui «marchent», la dégradation des conditions de travail, avec l'augmentation de la charge de travail, les accidents qui se multiplient, les salaires bloqués.

C'est le cas à la Solmer (Fos) où justement depuis quelque temps, les travailleurs de différents secteurs ont engagé eux-mêmes des mouvements pour de meilleures conditions de travail et de meilleurs salaires. Jeudi après-midi encore, les électriciens de l'équipe d'après-midi du haut fourneau N° 1 (actuellement en arrêt d'entretien) ont refusé de le mettre en route, partant en grève pour leur salaire et la levée des sanctions qui pèsent sur une quinzaine de travailleurs.

Un travailleur des laminoirs, Jean-Louis, nous parle de la réalité à la Solmer, de la lutte aujourd'hui, de la liaison avec les autres usines sidérurgiques.

► **Solmer tourne depuis 1973 ; qu'en attendaient les patrons de la sidérurgie, quel le logique suivait à ce moment-là la bourgeoisie ?**

— Solmer a été conçu dans une période relativement faste pour nos patrons. Le pari qui a été fait dans les années 60 a été de dire que la consommation d'acier allait continuer à croître, que les prix des matières premières n'allaient pas augmenter considérablement, qu'il était très possible de faire de très gros profits etc... Ce pari est en train d'être perdu. Il y a une autre chose : l'encadrement pour l'essentiel a été muté de Lorraine ; en important ses cadres et sa maîtrise, le patron importait aussi dans une certaine mesure

le paternalisme et le modèle de collaboration de classe qui a pu exister en Lorraine. J'entendais souvent dire : «Solmer est promise à un grand avenir ; dans la vallée de la Fensh chaque mètre valait de l'or, alors qu'ici l'espace est gratuit et tout nous autorise à nous étendre ; ce sera bientôt un troisième haut fourneau, bientôt un train à froid, à nous les promotions et les hauts salaires». C'était présenté comme la Californie, quoi !

► **Dans une région où le PCF a une réelle influence, que disait-il à ce moment-là ?**

— Le PCF est ici très influent et sa position à la création de Solmer a été de prétendre que le problème du chômage serait résolu. Pour lui il s'agissait

d'en tirer le meilleur parti mais pas un mot sur le type de développement capitaliste que cela suppose. En fait il a laissé s'ancrer tout un tas d'illusions.

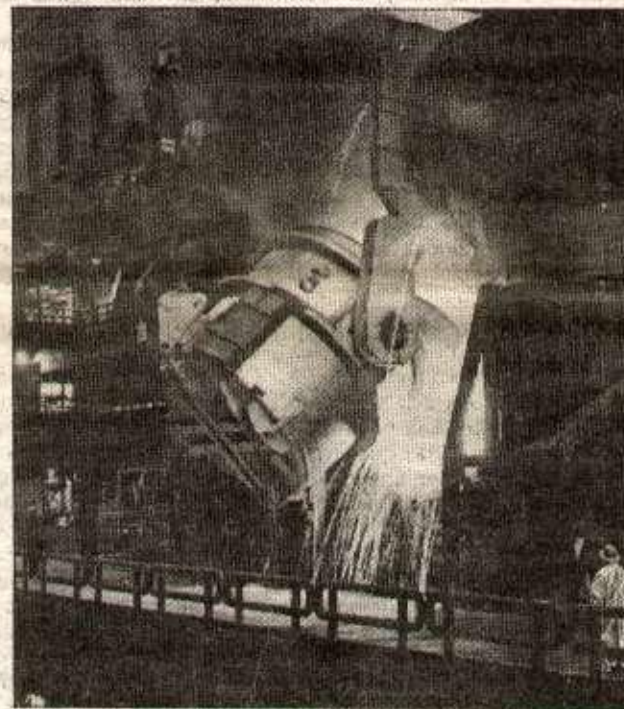
► **Aujourd'hui avec la crise de la sidérurgie, que vivent les travailleurs de Solmer ?**

— Très rapidement il y a eu une dégradation des conditions de vie. Il faut bien voir que l'organisation du travail a pris ici une forme particulièrement poussée de sous-traitance et d'interim. C'est pour cela que les licenciements peuvent passer presque inaperçus ; officiellement il ne s'agit que de fins de contrat ou de cessation de mission. Par exemple au magasin d'expéditions, il y avait l'entreprise FINELEC qui faisait travailler une quarantaine de gars : le patron a mis fin aux contrats et a déclaré qu'ils seront remplacés par 6 Lorrains venant du groupe. Résultat : des chômeurs en plus et des conditions plus dures pour ceux qui restent et qui doivent accentuer leur travail. Les accidents sont de plus en plus nombreux et plus graves. En trois-quatre ans le taux de gravité des accidents a doublé selon un délégué du CHS. Suivant les «impératifs», les gars doivent passer d'un magasin à l'autre et faire toutes sortes de travaux, c'est ce qu'ils appellent la mobilité et la polyvalence. Les salaires aussi se sont dégradés et le pouvoir d'a-

chat en a pris un sérieux coup. D'ailleurs aujourd'hui les luttes démarrent le plus souvent sur des revendications de salaire. L'année dernière nous avons eu 6,5 % d'augmentation alors que dans le même temps le coût de la vie augmentait officiellement de près de 10 %. A Solmer on voit bien que cela ne sera jamais la Californie. Et je doute de l'avenir ; les illusions perdues sont en train de casser les rapports dans l'entreprise, le modèle de paternalisme est de plus en plus difficile à maintenir dans la maîtrise : j'ai vu pendant les dernières luttes au laminoir, des employés et des techniciens qu'on n'avait pas l'habitude de voir débrayer si facilement ; ça a permis de créer des liens. Bien sûr ce n'est pas comme en Lorraine aujourd'hui, mais c'est vrai que les rapports se transforment. C'est vrai aussi qu'il y a quand même des barrières pour que la lutte se développe : c'est le grand nombre de crédits faits pour l'achat de maisons, ça c'est un phénomène particulier à Solmer. Et puis les gars sont sanctionnés par des mises à pied parce qu'ils avaient engagé dernièrement une lutte à la centrale soufflante.

► **Quelles sont les attitudes des centrales syndicales à Solmer ?**

— Il y a eu une participation importante de la CFDT aux récentes luttes



et il me semble que là aussi, quelque chose a changé depuis le début de Solmer.

► **Peux-tu préciser ?**

— Sur les laminoirs au moins, la CFDT est plus présente et je vois des aspects positifs à la volonté de frapper la production. C'est l'efficacité que recherchent effectivement les gars. Par contre, peu d'initiatives sont proposées pour coordonner avec la Lorraine et le Nord... Ah, si, il y a une cassette en confection pour «Radio SOS Emploi». Mais la question d'une coordination et d'un contact plus étroit n'est pas encore pleinement posée. Je crois qu'il y a des difficultés à élaborer un point de vue. On le voit dans le manque de mots d'ordre pour la journée du 23 : «Ni pour, ni contre, faites ce que vous voulez». C'est dommage parce que cela laisse le champ libre aux positions de manœuvres du PCF qui de fait peuvent s'exprimer. Il y a quand même la volonté d'aboutir

et la CFDT avec la CGT proposent une assemblée générale à la Solmer le 23. D'ailleurs la CFDT persévère dans la popularisation des luttes sur Solmer et rédige un affichage important. Actuellement, il y a une lutte significative depuis 18 jours des gars de Somafer où existe une section CFDT d'immigrés. C'est intéressant de voir qu'ils veulent prendre leur place dans le combat aujourd'hui pour leurs revendications. Est-ce que le 23, à l'assemblée générale, un gars de Somafer prendra la parole ? Ce serait bien. La CGT aussi porte un courant de lutte réel et il semble que les propositions du PCF ont du mal à y être affirmées. Elles ont été combattues par les militants CGT qui visent à poursuivre la lutte. La CGT appelle activement pour participer à la marche sur Paris le 23 mais les objectifs ne sont pas clairement exposés. De toute façon elle s'associe à l'assemblée générale à Solmer ce jour-là. Là aussi, les objectifs restent à définir.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

23^e CONGRES DU PCF : QUEL CHANGEMENT ?

Le point de vue d'un militant du PCF

«Il y a une lutte entre réformistes et révolutionnaires dans le parti»

► **Quels sont tes désaccords avec la direction du PCF ?**

— J'ai adhéré il y a douze ans au Parti communiste parce qu'il faut transformer la société, et que seul un parti révolutionnaire de masse est à même de le faire. Je pensais que le PCF pouvait être cet instrument de transformation, et je le pense toujours. Cela dit, c'est vrai, je me considère comme un communiste critique, en ce sens que je crois que le parti tel qu'il est n'est pas l'instrument dont nous avons besoin. Au fond, il y a trois questions fondamentales.

Le 22^e congrès a supprimé l'objectif de la dictature du prolétariat, et c'est très grave parce que ça veut dire que le parti fait une analyse fautive de l'Etat. Ou bien il faut briser cet Etat, et alors la dictature ouvrière s'impose, ou bien on cherche à le prendre de l'intérieur, et alors, c'est vrai, le socialisme se résume à la présence de ministres communistes au gouvernement. Ce qui est peut-être encore plus grave, c'est que l'abandon de la dictature du prolétariat est passé comme une lettre à la poste. On pourra toujours dire que Marchais a annoncé cet abandon à la télévision, ou que le débat préparatoire au 22^e congrès a surtout porté sur l'immoralité. Il n'en reste pas moins que l'immense majorité des communistes est d'accord, et ça prouve qu'il y a une aculture politique totale dans le parti. Etre présent dans les luttes, c'est bien, mais ça sert à peu de choses si les

communistes ne maîtrisent pas l'outil théorique.

La deuxième chose qui motive mes désaccords, c'est ce qui s'est passé depuis la rupture de l'Union de la gauche. La direction avait peut-être de bonnes raisons de rompre l'union ; je ne crois pas, mais peut-être avait-elle ses raisons. Le drame, c'est que ça s'est fait sans aucune discussion, ni dans les cellules, ni au comité central d'après ce que je sais. Il n'y a donc pas de démocratie. En septembre 1977, et en mars, après la défaite, il n'y a jamais eu tant de monde aux réunions de cellule. On voulait savoir, on voulait discuter, et là, la direction a tout bloqué. Même en tenant compte des erreurs passées, je crois qu'on est passé à côté d'une chance historique : on pouvait ouvrir le débat, réfléchir sur notre politique, et faire en sorte que les communistes se réapproprient leur parti. C'est le contraire qui s'est passé : le refus de tout débat, les attaques contre les intellectuels, la mise à l'écart de ceux qui voulaient débattre, et en fin de compte, un recul très net. Des dizaines de milliers de communistes ne vont plus à leurs réunions de cellule, et d'autres sont partis. C'est toute la question du fonctionnement du parti qui se trouve posée, et qu'on retrouve avec la préparation du 23^e congrès. Un texte a été fourni. Tout le monde peut en discuter, et *L'Humanité* a même publié le point de vue de communistes critiques.

Mais qu'en sera-t-il du Congrès lui-même, qui décide de l'orientation ? A coup sûr, il adoptera les orientations de la direction, qui ne sont d'ailleurs pas forcément celles qui sont inscrites dans le projet de résolution. On a déjà vu ça au 21^e congrès. C'est le même processus, à la limite manipulatoire, qui se reproduit : les centaines de milliers de communistes ont le droit, et même le devoir de discuter. Mais d'une part, ils n'ont pas les moyens de le faire, parce que l'éducation politique est nulle dans le parti, et d'autre part, de toute façon, les décisions sont prises au niveau du bureau politique.

► **Dans ces conditions, pourquoi penses-tu qu'il est possible de transformer le PCF, pourquoi y restes-tu ?**

— C'est une question décisive. Je te dirai tout d'abord qu'il y a des tas de camarades qui sont partis, ou qui vont le faire après le 23^e congrès. Je pense qu'ils ont tort, même si je sais qu'on peut aujourd'hui être communiste en dehors du parti. Je vois les choses de la manière suivante : si on veut transformer la société, il faut un instrument capable de le faire. Le PCF peut être cet instrument, parce que c'est un parti de masse, qui a peut-être moins de 700 000 militants, mais qui en a beaucoup quand même. Il y a dans le PCF des milliers et des milliers d'ouvriers, et parmi les plus combattifs. Ce caractère de force politique, on ne le

retrouve pas par exemple dans les groupes d'extrême-gauche, même s'ils ont parfois de bonnes idées. Il faut donc transformer l'extraordinaire outil potentiel qui existe déjà, plutôt que de se remettre à en construire un autre. Ce qui, à mon avis, n'est pas possible du fait de la présence du PCF. Depuis un an, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire : c'est que des communistes, en grand nombre, ce sont mis à critiquer le parti, à réfléchir par leurs propres moyens, à fournir des points de vue. C'est quelque chose qui n'existait pas auparavant. La direction ne peut plus exclure, même si elle cherche à se débarrasser des communistes critiques. Sans parler de fractions ou de tendances, il y a des militants qui ont fait connaître publiquement leur point de vue, et tout le monde peut en prendre connaissance. Il suffit de lire autre chose que *L'Humanité*. Au 22^e congrès, nous n'étions qu'une toute petite minorité à ne pas être d'accord avec les orientations prises, et quasiment personne, surtout en province, ne connaissait vraiment nos positions. Aujourd'hui, il y a des communistes critiques chez les étudiants, il y en a près de 2 000 qui ont signé un texte l'année dernière, il y a des bouquins qui sortent, et qui sont lus, il y a des débats qui sont organisés, etc. Je dis tout ça pour montrer qu'il y a une évolution sans précédent. Concrètement, quand tu es dans une cellule, et que tu n'es pas d'accord avec la direc-

tion, tu as deux solutions : ou bien t'en aller, ou bien rester, expliquer tes positions, et convaincre d'autres camarades. Et ça marche. Il y a un mouvement en profondeur. C'est un premier pas. Au fond, il y a dans le parti comme dans la société une lutte de classe, une lutte entre réformistes et révolutionnaires. Il y a des révolutionnaires dans le parti, même si tous ceux qui critiquent ne sont pas révolutionnaires. Depuis un an, le courant révolutionnaire s'est renforcé dans le parti. C'est un premier pas. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est agir pour que ce courant révolutionnaire agisse dans l'expression de la ligne. C'est possible, et je prends un exemple : la direction a lancé l'idée de l'union à la base. Je crois que dans son esprit, ça correspond à un repli sectaire, un peu comme lors de la tactique classe contre classe. Mais nous, militants, on peut en faire autre chose. L'union à la base, ça veut être l'unité des communistes, des socialistes, des gauchistes, de tous ceux qui veulent réellement lutter contre la bourgeoisie. De cette pratique peut naître une alternative politique, qui manque en ce moment.

Transformer la société est une tâche énorme, et longue, puisqu'on essaie depuis 60 ans. C'est pourtant possible, on le sait. Je pense qu'il en va de même pour le parti.

Y.L.
Chevilly-Larue

Le point de vue d'un ancien militant du PCF

«J'ai compris qu'il était impossible de changer le PCF de l'intérieur»

Sympathisant du PCF depuis février 1934, j'ai adhéré à ce parti en mars 1947 ; Je suis alors devenu un militant actif. C'est à la suite du 22^e congrès de ce parti, et de la suppression de la référence à la dictature du prolétariat que j'ai décidé de quitter le PCF.

Quand le PCF a voulu abandonner la dictature du prolétariat, nous n'avons eu aucune discussion sur ce sujet, ni dans ma cellule, ni à la réunion, ni à la conférence de section. C'est à la conférence fédérale qu'un vieux militant a posé le problème. On discutait depuis un moment de la question de la morale, des amendements avaient été déposés sur cette question, et la conférence fédérale avait rejeté le texte du comité central. Un vieux militant a posé la question : aujourd'hui on discute de morale ; demain, on va rejeter la dictature du prolétariat. A ce moment le secrétaire fédéral, membre du comité central, a affirmé : «Il

n'est pas question à ce congrès de supprimer la dictature du prolétariat. Si ça se faisait, ça serait au prochain congrès». Effectivement, la dictature du prolétariat est restée dans les statuts, puisque les délégués n'avaient pas été mandatés pour les changer. Mais cette réponse avait permis d'évacuer la discussion sur le fond du problème.

Après la première réunion du comité central issu du 22^e congrès, le secrétaire fédéral est venu faire un rapport devant des militants. Il nous a parlé du congrès qui avait admis le principe de la suppression de la dictature du prolétariat. Il nous a expliqué : «Le parti a changé». Je me suis dit alors : la dictature du prolétariat, c'est nécessaire pour faire la révolution, pour construire le socialisme. C'est là que j'ai commencé à me détacher plus largement du PCF, sur lequel je me posais déjà des questions.

Un autre point sur lequel

j'étais en désaccord, c'était le louvoiement du PCF dans ses alliances avec les socialistes. En 1965, nous avions soutenu Mitterrand comme candidat unique de la gauche. En 1974, ça a recommencé sans jamais que les cellules en aient discuté. C'est Georges Marchais qui a annoncé à la télévision et la radio, en 1974, que le PCF proposait Mitterrand comme candidat unique de la gauche. Bien des militants se posaient des questions : nous savions ce qu'étaient les socialistes qui ont toujours fait la politique de la bourgeoisie depuis la scission de la deuxième internationale. Et nous nous sommes trouvés à faire de la propagande pour le parti socialiste. La décision sur ce sujet a toujours été prise en haut, sans prendre l'avis de la base.

Et même aujourd'hui que le PCF attaque le PS, il continue d'expliquer qu'il faut faire l'unité avec lui : comment, dans ces conditions, le PCF peut-il se dire

encore communiste ? D'autant plus qu'aujourd'hui, dans les nouveaux statuts présentés au congrès, le PCF déclare qu'il n'y a plus besoin d'être matérialiste pour adhérer au PCF. Lorsque je suis entré au PCF en 1947, nous avions des réunions d'éducation, où on nous expliquait les bases du matérialisme dialectique. Aujourd'hui, n'importe qui peut entrer au PCF et avoir des responsabilités importantes sans avoir aucune éducation marxiste. C'est bien une preuve de plus de la dégénérescence révisionniste de ce parti.

Une dernière chose m'a aidé à ouvrir les yeux : la question des rapports avec l'URSS. Lors de mon adhésion au PCF, en 1947, on m'avait expliqué : un peuple qui en opprime un autre ne peut être lui-même un peuple libre. Aujourd'hui, le peuple érythréen en lutte pour son indépendance trouve face à lui des généraux soviétiques, des soldats cubains, équipés du matériel le plus mo-

derne. On a vu aussi comment les troupes vietnamiennes poussées par l'URSS ont envahi le Cambodge.

Si un peuple qui en opprime un autre ne peut être lui-même un peuple libre, peut-on dire alors que le peuple soviétique dirige la société soviétique ? Comment le document proposé au 22^e congrès du PCF peut-il affirmer que le bilan de l'Union soviétique est «globalement positif» ? Cela donne à réfléchir sur le type de société que voudraient instaurer les dirigeants du PCF.

C'est à partir de telles questions que j'ai choisi de quitter le PCF, quand j'ai compris qu'il était impossible de le changer de l'intérieur, qu'il était totalement sous la coupe d'une ligne révisionniste et que les militants en désaccord avec la direction ne voyaient pas leur point de vue pris en compte au niveau de la section.

A.L. Lorraine

25 mars 1957

Par Nicolas DUVALLOIS

LA NAISSANCE DU MARCHÉ COMMUN

Le 25 mars 1957 — il y a tout juste 22 ans — six ministres ou chefs d'Etat signaient à Rome deux traités : l'un instituant une Communauté Européenne de l'Energie atomique, l'Euratome, l'autre, beaucoup plus connu, instituant la Communauté économique européenne, la CEE, ou encore le Marché commun. L'Europe, telle que nous la connaissons, était née.

Aujourd'hui, 22 années plus tard, l'Euratome n'est plus qu'une forme vide, dont personne ne parle. Pour beaucoup et notamment pour le gouvernement français, c'est pourtant elle qui était porteuse des espoirs d'avenir. La CEE, par contre, a tenu le choc. Composée de six pays — la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg — elle s'est élargie en 1973 à la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark. Trois autres pays frappent à sa porte : l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Et puis surtout, 22 ans après sa création, la CEE tient le devant de l'actualité, comme en témoigne la multitude de commentaires qui accompagnent les préparatifs de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, en juin prochain.

Cette Europe, elle a considérablement évolué, depuis son acte de naissance formel du 25 mars 1957. Des problèmes nouveaux se sont trouvés posés aux Etats qui la composent, et surtout la situation internationale dans laquelle elle évolue s'est considérablement transformée. Mais pourquoi, en 1957, les bourgeoisies européennes ont-elles créé une Communauté européenne ?



Le 25 mars 1957, quand dans la grande salle du Capitole, ornée de richissimes tapisseries, les ministres signent le traité instituant la Communauté européenne, chacun a ses arrière-pensées. Ils signent tous le même traité, mais tous ne formulent pas les mêmes espoirs. Ce n'est alors pas un hasard si l'Allemagne a envoyé son chancelier, Adenauer, tandis que la France n'a délégué que son ministre des Affaires étrangères, Maurice Faure. Le président du conseil, Guy Mollet, a d'autres chats à fouetter.

Revenons en arrière, jusqu'à cette nuit du 30 août 1954 où l'Assemblée nationale française refusa d'entériner la création de la Communauté européenne de Défense, cette fameuse CED qui servait à réarmer l'Allemagne de l'Ouest et à intégrer les forces militaires européennes sous la haute domination américaine. Cette nuit-là, beaucoup de ceux qui rêvaient d'une Europe supranationale, dotée d'un exécutif unique, virent leur rêve s'écrouler. Beaucoup, mais pas tous.

L'idée européenne, telle qu'elle s'exprime à l'époque, repose en effet sur quelques idées forces qu'un seul vote parlementaire ne saurait anéantir : d'abord, il faut créer une force économique qui puisse venir en appui à la puissance américaine, qui confine alors à son apogée. Ensuite, il faut aux industries renaissantes après la guerre des débouchés, qui seraient merveilleusement facilités par la création d'une zone de libre échange. Enfin, il faut permettre à l'ancien vaincu, l'Allemagne, de se réinsérer dans la communauté internationale. « Quant au public, on pourra toujours lui parler de paix et de rapprochement des peuples » dit alors sans tarder Jean Monnet, président de la CECA. Tous les gouvernements européens sont d'accord avec lui.

« ETES-VOUS D'ACCORD POUR FAIRE QUELQUE CHOSE A SIX ? »

Le 31 mai 1955, les ministres des Affaires étrangères des 6 se réunissent à Messine, en Italie. Pourquoi Messine ? Tout simplement parce que le ministre des Affaires étrangères italien, Martino, se présente à des élections, et que ses collègues ont accepté de lui donner un petit coup de main en rendant la ville célèbre. Comme quoi la coopération européenne entre politiciens existe déjà... A Messine donc, les ministres ne se réunis-

sent officiellement que pour une chose : désigner un nouveau président de la Haute Autorité de la CECA. Le socialiste français René Mayer remplace Jean Monnet. En fait, un problème plus sérieux est posé, par la délégation allemande : sommes-nous d'accord pour faire quelque chose à six ?

La réponse est évidemment positive. Comment pourrait-il en être autrement alors que les six gouvernements sont aux mains de démocrates-chrétiens ou de socialistes pro-atlantistes.

A Messine, on prend donc une décision comme il y en aura beaucoup dans l'histoire de l'Europe : on crée une commission d'experts. Elle sera dirigée par un ministre belge, Spaak. Et pour clarifier les choses, les six ministres donnent quelques grandes directions : « Pourraient être envisagés un réseau européen de transport, un développement des échanges de gaz et d'électricité, une organisation commune pour l'usage pacifique de l'atome, et un marché commun sans droits de douanes ».

Venant neuf mois après l'échec de la CED, la conférence de Messine rencontre un certain écho : en France, elle fait par exemple, les gros titres du *Figaro*, qui s'en réjouit, et du *Monde* qui est plus réservé.

DANS L'INDIFFERENCE LA PLUS TOTALE

Pendant un an, les travaux des experts vont quant à eux, se mener dans l'indifférence la plus totale. Il est vrai qu'il se passe alors dans le monde des événements bien plus importants, qui retiennent l'attention des masses. En janvier 1956, la gauche remporte les élections en France, et le premier souci du Premier ministre SFIO, Guy Mollet, sera d'envoyer le contingent contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance.

En juillet de la même année, les bourgeoisies française et anglaise se lancent dans l'opération de Suez, pour tenter de sauvegarder leurs intérêts impérialistes. En octobre, l'entrée des troupes soviétiques à Budapest sera l'occasion dans les six pays de l'Europe d'une violente campagne anticommuniste. C'est dans ce contexte de difficultés pour les vieilles bourgeoisies impérialistes que s'est élaboré le projet de communauté.

LA FRANCE MISE SUR L'EURATOM

Dans ces réunions d'experts

qui se poursuivent, activées de temps à autre par des réunions ministérielles, la France ne pousse pas à la roue. L'analyse du gouvernement Guy Mollet est qu'une Communauté économique européenne n'a que peu de chances de durer. Par contre, la coopération dans le domaine de l'atome, c'est ça l'avenir ! Et de fait, la France ne signera le traité instituant la CEE que parce qu'est signé en même temps le traité Euratom...

D'autres points d'achoppement se font jour. Les Six ont du mal à se mettre d'accord sur ce que pourrait être un marché commun agricole, et le traité de Rome sera extrêmement vague sur ce chapitre. Pourtant, le marché commun agricole sera la première réalisation concrète de la CEE...

Considérant, selon les mots du ministre Mitterrand, que « l'Algérie c'est la France », les experts français essaient de faire entrer l'idée selon laquelle une communauté européenne devrait englober les territoires français d'outre-mer, et plus généralement les restes de l'empire français. Peu soucieux de mettre un pied dans l'engrenage de la guerre d'Algérie qui commence alors, les partenaires de la France s'y opposeront.

EUROPE SUPRA-NATIONALE OU PAS ?

Dès la mise en place du projet CED, en 1952, les bourgeoisies allemande, italienne, belge, hollandaise et luxembourgeoise ont donné leur accord à une Europe politique, supra-nationale. Seul le vote négatif du Parlement français, contre son propre gouvernement, a permis d'éviter que ne se mette en place une telle Europe. Si l'idée d'une communauté économique a germé dans la tête de quelques politiciens européens, c'est simplement parce qu'ils savaient que l'Europe politique n'était plus possible à ce moment-là. Leur raisonnement est le suivant, dans ces années 1956-57 : puisque l'Europe politique n'est pas possible aujourd'hui, créons d'abord une Europe économique, qui, progressivement, par la force des choses, deviendra politique. C'est un raisonnement qui existe toujours, y compris au sein de notre propre bourgeoisie.

Le gouvernement français, face à cette logique, est divisé. La SFIO au pouvoir comprend parmi ses membres des personnes vigoureusement opposées à l'Europe supra-nationale, comme Mendès-France par exemple. Elle

a de plus le soutien du PCF, qui s'oppose avec force à ces projets de construction européenne. Ces incertitudes vont lourdement peser. Jusqu'au dernier moment, la France est réticente, notamment sur le chapitre des institutions. Une anecdote à ce sujet : le principe de l'élection du Parlement européen au suffrage universel avait été admis par tous les experts dès 1956. Ce n'est qu'à la suite d'un difficile pré-débat à l'Assemblée nationale française, en octobre 1956, que le gouvernement français demanda qu'aucune date ne soit fixée quant à cette élection européenne. De fait, le traité de Rome ne formule à ce sujet qu'une vague souhait, et ce n'est que 22 ans plus tard, en juin prochain, qu'auront lieu ces élections...

L'Allemagne et la France étaient déjà, en 1957, les deux principales puissances de la CEE. Ce n'est pas par hasard si les ultimes questions politiques (encore sur les institutions), furent réglées au cours d'une entrevue secrète entre Adenauer et Guy Mollet, le 19 février 1957, à Matignon. Les traités de Rome pouvaient alors être paraphés. Enfin, presque. Le matin du 25 mars, les experts se réunirent en effet en catastrophe pour résoudre deux difficultés : la libre circulation en France des publications éditées en Belgique, dont le *Journal Tintin* ; et le type de

bananes qui seraient vendues en Allemagne, dans la mesure où les Allemands préféraient une variété centre-américaine à une variété africaine. Nous revoyons donc le 25 mars 1957 pour la signature des traités. Nous disions plus haut que tous signaient, mais avec des idées différentes. Si le chef de la République fédérale allemande s'est déplacé en personne, c'est que son pays accorde une importance décisive au traité qui se signe : l'Allemagne se trouve réinsérée dans la communauté internationale, 12 ans après la fin de la guerre, et l'industrie allemande va trouver les débouchés que son expansion réclame. De plus, il est évident pour le chancelier chrétien-démocrate que la CEE, à terme, aboutira à une intégration européenne plus poussée, y compris sur le plan politique. C'est un sentiment partagé par l'Italie, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Par contre, c'est Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, qui signe au nom de la France, et ce n'est pas un hasard : pour le gouvernement français, ce traité n'est pas autre chose qu'un accord économique entre 6 pays d'Europe, à peine un marché commun. L'avenir, le vrai, il est dans l'Euratome. 22 ans plus tard, au travers de multiples évolutions, avancées et reculs, la CEE est devenue une réalité qu'il faut prendre en compte.

Préambule du traité de Rome, 1957

Sa majesté le roi des Belges, le président de la République fédérale d'Allemagne, le président de la République française, le président de la République italienne, son Altesse royale la grande duchesse de Luxembourg, sa Majesté la reine des Pays-Bas.

Déterminés à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens,

Décidés à assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe.

Assignant pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples.

Reconnaissant que l'élimination des obstacles existants appelle une action concertée en vue de garantir la stabilité dans l'expansion, l'équilibre dans les échanges et la loyauté dans la concurrence.

Soucieux de renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisés.

Désireux de contribuer, grâce à une politique commerciale commune, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux.

Entendant confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer, et désirant assurer le développement de leur prospérité, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies.

Résolus à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté, en appelant les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort.

Ont décidé de créer une Communauté économique européenne.

Reinier en grève à Paris-Est

■ Il est sans doute peu d'endroits connaissant des conditions de travail aussi scandaleuses que les entreprises de nettoyage. Les ouvrières et les ouvriers de Reinier affectés à Paris-Est et à Ourcq au nettoyage sont en grève quasiment à 100 % depuis un mois. Le mouvement a été déclenché à la suite d'une sanction sur laquelle le patron ne voulait pas revenir car «ça aurait été baisser son pantalon» (sic). Rapidement, un cahier de revendications était élaboré : les salaires et les conditions de travail sont l'enjeu de la lutte.

Réembauchés après avoir été licenciés de «La Ferroviaire», il y a moins d'un an, les 350 travailleurs de Reinier ont déjà perdu, malgré les promesses, 250 francs par mois.

UN VRAI BAGNE

Les conditions de travail, elles n'ont pas changé. «On travaille par moins quinze degrés dans les wagons et on n'a même pas le droit de se rendre à la cantine pour boire un café» témoigne une ouvrière. «On lave les wagons quelle que soit la température» ajoute un autre. «Les gars doivent passer sous les rames avec les tuyaux au

risque de se faire écraser et de se faire électrocuter si le boyau est sectionné et que le jet d'eau touche les caténaires sous tension» explique un responsable de la CFDT.

Pour prendre ces risques, pour récupérer les toilettes et éponger les vomissements, les nettoyeurs de chez Reinier touchent une paye dérisoire. A dix à la fois ils se tendent ce jeudi après-midi à la gare de l'Est leurs feuilles de paye.

AU TRAVAIL DIMANCHES ET JOURS FERIES

«Tout au long du mois de janvier, j'ai travaillé la nuit, dit une ouvrière, j'ai passé les quatre diman-

UN SALAIRE MINABLE POUR UN TRAVAIL DE FORÇAT



Il y a un an, les travailleurs de Reinier menaient une lutte déterminée à Strasbourg

ches à nettoyer les wagons ; pareil pour le jour férié et j'ai touché moins de 2 300 francs». La feuille de paye l'atteste, nulle prime, nulle majoration de salaire pour travail nocturne, pour travail d'équipe ; pas davantage de prime de panier. Reinier, c'est véritablement la surexploitation.

De tout cela la SNCF se moque éperdument. A tel point qu'elle paye des intérimaires pour briser la grève des nettoyeurs. Du point de vue légal elle est couverte car c'est elle et non Reinier qui les paye. Les tribunaux ont donné raison à la compagnie de chemin de fer sur ce point. On comprend ainsi un des grands avantages qu'il y a

pour les entreprises publiques à privatiser certaines de leurs activités.

CONTRE L'INTERIM BRISEUR DE GREVE

Les grévistes eux naturellement ne l'entendent pas de cette oreille. A plusieurs reprises et jeudi encore ils ont dissuadé les intérimaires de briser leur lutte. Ce faisant ils prennent le risque d'une intervention de la police ; c'est du moins ce dont le tribunal des référés les a menacés.

Après un mois de lutte tous les grévistes se posent la question des perspectives. Des tracts ont été diffusés aux usagers de la SNCF mais cette grève est encore largement igno-

rée. «Les sidérurgistes, on les comprend, ils ont raison de se défendre mais nous, peut-on faire pareil alors que 90 % d'entre nous sont immigrés et que la police n'attend que ça ?

Pourtant tous les grévistes sont unanimes à constater que ce n'est plus possible de reculer. D'autant plus que les ouvriers de Reinier débrayent tous les jours à Rouen. Certains signes par ailleurs permettent de penser que la SNCF envisage de se passer des services de Reinier avec qui elle ne cesse d'avoir des ennuis. La peur de perdre un important contrat pourrait amener Reinier à céder.

François MARCHADIER

SACM (Mulhouse)

Des travailleurs dans la Chambre patronale

Jeudi matin, 600 travailleurs de la SACM (Mulhouse) ont manifesté en direction de la Chambre patronale. Avant le départ, l'intersyndicale avait parlé de l'occuper. Arrivés sur place, la colère des travailleurs étant grande, l'intersyndicale changea d'avis. Ce sont malgré tout 150 d'entre eux qui sont passés outre et ont pénétré pendant quelques minutes à l'intérieur des locaux patronaux, cassant au passage du matériel de bureau.

L'intersyndicale s'était interposée entre ceux qui ont réussi à entrer et les autres. De retour à l'usine, elle parla d'une «action minoritaire» (1). Des contradictions se développent entre la CGT de l'usine et l'Union métaux parce que celle-ci n'hésite pas à dénoncer cette action en parlant de «provocation» ; pour la section de l'usine, il s'agit seulement de travailleurs excédés par l'intransigeance patronale. De son côté, la presse locale se lance dans une campagne hystérique...

UNIVERSITE

Les suites de la grève de la faim de Chantal Forestal Les étudiants du centre Censier (Paris) en grève

■ L'action lancée par la secrétaire nationale de l'ANEVES (Association Nationale des Enseignants Vacataires de l'Enseignement Supérieur) a fait tache d'huile au cours de la semaine au centre universitaire Censier (Paris), où se déroule sa grève de la faim. Les étudiants sont actuellement en grève, avec occupation de jour des locaux.

17 jours : ce samedi 24 mars, c'est déjà le temps qu'a duré la grève de la faim de Chantal Forestal, secrétaire nationale de l'ANEVES, pour populariser les revendications des vacataires. Essentiellement : refus des licenciements, plan d'intégration dans les cadres normaux de l'université, paye équivalente à celle des assistants pour le même travail effectué (rappelons qu'il est actuellement trois fois plus bas, soit moins de 1 500 francs par mois).

Au fil des jour, le centre Censier, où se déroule l'action de Chantal, a commencé à être secouru dans son ensemble. Lundi, une délégation suffisamment massive avait persuadé le président de Paris III de revenir sur son refus de réunir le conseil d'université. Mardi, les étudiants, au cours d'une assemblée générale, commençaient à se mettre en grève. Plusieurs centaines participaient à une manifestation surprise au ministère des Universités ; sept enseignants les avaient précédés et, introduits discrètement dans les locaux, exigeaient d'être reçus, avec l'appui de la manifestation qui se tenait à

l'extérieur. Madame Saurier-Seité aura, à cette occasion, donné un aperçu de plus de la délicatesse avec laquelle elle traite ses personnels. En effet, la délégation, après avoir appris qu'elle allait être reçue, était mise dans un ascenseur, et se retrouvait... au rez-de-chaussée, où la police l'attendait pour l'expulser !

Le mercredi, à la suite d'une nouvelle assemblée générale des étudiants, la grève devenait plus effective dans le centre universitaire. Les cours et travaux dirigés qui risquent de se tenir (les accès n'étant pas bloqués) sont régulièrement visités, et des discussions s'engagent afin de rallier à la lutte étudiants et enseignants présents. Les revendications, outre le soutien à la lutte des vacataires, portent sur le refus de la réforme du deuxième cycle et l'abrogation de la circulaire Bonnet de répression des étudiants étrangers. La question du chômage à la fin des études est également présente. Jeudi après-midi, l'assemblée générale des étudiants a élu un comité de grève.

J.L.

Après 5 semaines d'occupation à Bauknecht (Saint-Avold) :

LES FLICS EXPULSENT LES GREVISTES ET LES FASCISTES S'INSTALLENT

■ Mardi 20 mars à 7 h 30, une centaine de gardes mobiles, huissier en tête, viennent expulser le piquet de grève, une vingtaine de grévistes. Le patron de choc de Bauknecht a décidé de faire un gros coup. Les flics occupent l'usine avec une soixantaine de jaunes (des cadres pour la plupart). Mardi dans l'après-midi, les flics évacuent l'usine et sont aussitôt remplacés par une milice patronale fasciste que la direction a payée à prix d'or, et a fait venir de Paris.

La milice, on la voit qui s'entraîne le jour (boxe, karaté, etc...) mais c'est la nuit qu'elle agit. Mardi soir, ils ont frappé un gréviste et ont détérioré sa voiture à coups de matraques et de jets de pierre. Mercredi soir, ils sont allés encore plus loin (voir encart). La direction ayant accepté de négocier avec l'intersyndicale CGT - CFDT à 10 h, mercredi, les négociations ont échoué sur toute la ligne. Mercredi et jeudi les travailleurs de Bauknecht ont décidé majoritairement de poursuivre le mouvement ; et leur colère croît d'heure en heure face à l'attitude fasciste de leur directeur, «un sauvage qui ne recule devant rien» (extrait d'un tract syndical). Jeudi matin les fascis-

tes sont venus provoquer les grévistes qui leur ont répondu par des jets de pierre. Une fois de plus les travailleurs ont vu de quel côté sont les flics : du côté des plus sordides exploités. Après avoir échoué dans leur tentative d'en finir avec la grève par des calomnies et des provocations, ils ont employé la manière forte et n'hésitent pas à frapper. Ces travailleurs, on les entend dire : «Ça ne va pas se passer comme ça», «On n'a pas fait 5 semaines de grèves pour reprendre sous les coups de triques et sans rien». De jour en jour la détermination de poursuivre la lutte et de la gagner est plus forte : la révolte gronde chez Bauknecht...

Depuis le vendredi 16, les ouvriers de Bauknecht sont en grève. Ils occupent depuis le lundi 19. A l'origine du conflit, le renvoi de l'un d'entre eux. Depuis deux ans et demi, les syndicats essaient de négocier sur la base des revendications suivantes : 400 F pour tous, 5ème semaine de congés payés, prime de vacances, amélioration des conditions de travail. Chez Bauknecht, 80 % des ouvriers sont OS, leur salaire est inférieur à 2 200 F net, les accidents de travail sont particulièrement nombreux : un ouvrier est mort au mois d'août dernier.

«Ordre de tuer tous les ouvriers grévistes»

Mercredi, vers 22 heures, après avoir bloqué un carrefour, les travailleurs se dirigent avec une dizaine de voitures vers l'usine pour voir ce qui s'y passe : ils trouvent sur le parking extérieur un camion avec une trentaine de nazillons du patron qui les prennent en chasse. Les voitures se dispersent et l'une d'entre elles occupée par une travailleuse et sa fille, est prise en chasse par une 504 de service de l'usine occupée par des nervis. Après une folle course-poursuite dans la ville et ses environs, les nervis parviennent à bloquer la voiture. «D'où venez-vous ? Où allez-vous ?». «Nous venons de chez des amis...». «Ah bon, parce que nous avons l'ordre de tuer tous les ouvriers grévistes de chez Bauknecht».

La poursuite a duré une bonne demi-heure et la travailleuse n'a vu aucune ronde de flics !

Correspondant SAINT-AVOLD

LONGWY, DENAIN NOUS MONTRENT LE CHEMIN

La lutte contre le chômage a toujours été difficile pour la classe ouvrière. Sur ce terrain, les capitalistes se montrent d'une particulière intransigeance et la constitution d'un rapport de forces capable de les faire reculer n'est pas chose aisée pour les travailleurs. En s'attaquant brutalement une fois de plus aux sidérurgistes, la bourgeoisie pensait profiter de ces difficultés pour mener à bien ses sinistres projets. Pourtant, cette fois, c'en est trop ! Au terme d'un nouveau plan acier élaboré dans les bureaux patronaux et dans les ministères, les Giscard-Barre, les Ceyrac-Ferry voudraient rayer de la carte des régions entières, transformer le Nord et la Lorraine en désert, condamner des milliers de travailleurs et leurs familles à l'exode, au chômage et à la misère.

De tous temps, les capitalistes et leurs représentants dans les ministères ont accompagné leur politique de chômage de campagnes d'intoxication publique visant à rendre responsables les travailleurs eux-mêmes de leur situation. Combien de fois a-t-on entendu les insinuations de tel ministre ou de tel représentant du patronat ? Combien de fois les a-t-on entendus ces thèmes mensongers, repris complaisamment à longueur de colonnes et d'antenne par les mass médias ? *«Les chômeurs ne trouvent pas de travail parce qu'ils n'en cherchent pas»*, ou bien, plus élaboré : *«Ce n'est pas de notre faute, il faut accepter et ne pas protester ou ce sera pire encore»*, ou encore, démagogique et diviseur : *«Si chacun fait preuve de bonne volonté, il peut être trouvé une solution individuelle pour chaque cas»*. Mais, cela ne marche plus, messieurs Giscard, Barre, Ceyrac et Cie ! La situation réelle, les faits, sont accablants pour ces maîtres-licencieurs et beaux parleurs : la masse des chômeurs ne cesse de s'accroître, leurs organismes les plus officiels n'arrivent plus à le cacher. L'INSEE prévoit pour 1983 que le nombre des sans-emploi atteindra 2 300 000 ! Le chômage, maladie chronique du capitalisme, a atteint des proportions qui le rendent insupportable. Longwy : 25 000 habitants ; 7 500 suppressions d'emplois prévues. Denain : 20 000 habitants ; 8 000 suppressions d'emplois prévues ! Il n'est pas besoin de faire de long commentaire. A cela les sidérurgistes de Lorraine et du Nord ont dit non !

Il s'est trouvé d'autres beaux parleurs pour mettre des obstacles sur la voie de la lutte contre le chômage. Par exemple, lors de la fermeture du haut fourneau de Thionville, quelque temps avant les élections législatives de mars 1978, le PCF avait crié bien haut et bien fort : *«Pas un boulon ne sera démonté»*... Ils continuent de

rouiller en ce moment car le haut fourneau est arrêté... et les suppressions d'emplois se sont faites. Les discours, les promesses électorales, le «référendum pour la sidérurgie», les motions, les journées d'action et autres pétitions... et rien, rien ! Pendant ce temps, les plans de restructuration de la bourgeoisie et leur cortège de licenciement passaient. De cela, les sidérurgistes se souviennent. Nombre d'entre eux ont été mutés de Thionville à Longwy. Aujourd'hui, ça recommence.

En opposition à cela, une autre voie a commencé à s'affirmer : c'est celle de la lutte, c'est celle des actions coups de poing à Longwy, c'est celle de la haute combativité de ceux de Denain, c'est celle de la solidarité populaire autour de ceux qui luttent. Et pourtant, cela n'a pas été facile au début. Il fallait faire la preuve que... et bien oui : il est possible de lutter contre le chômage ! L'immobilisme pesant des directions syndicales, les dévoiements et la récupération du PCF ont été mis à mal. Des militants, des travailleurs sont parvenus à créer une dynamique de lutte, à rompre résolument avec l'attentisme. Ce n'est pas un mince succès.

Des milliers de travailleurs dans des centaines d'entreprises ont tourné leurs yeux vers les bassins sidérurgiques : Longwy, Denain, sont devenus des exemples. Des exemples de lutte résolue, efficace, s'attaquant aux véritables responsables du chômage et rassemblant la population autour des plus décidés. A Nantes, à Saint-Etienne, à Caen, à Paris... ils nous l'ont dit : *«Là-haut, ils se battent, c'est très important pour tout le monde»*.

Aujourd'hui, on en est à une nouvelle étape : des perspectives encore plus larges sont en préparation. Parmi elles, le rassemblement de tous «les secteurs de lutte» et la perspective d'une action d'ensemble dans toute la sidérurgie. Le 27 mars, les sections CFDT d'Usinor organisent une «marche sur Dunkerque». Tout le monde y sera : Longwy, Denain, Trith, Sedan...

Les barons de l'acier et les Giscard-Barre ne parviendront pas si facilement à leurs fins. Quelque chose de nouveau s'est fait entendre dans les bassins sidérurgiques : c'est la voix de ceux qui ont décidé de s'opposer VERITABLEMENT à la politique de fermeture et de chômage du pouvoir. Et d'en prendre les moyens.

Gérard PRIVAT

L'occupation du relais de télévision de Longwy

«ON A VRAIMENT FAIT UN BEAU COUP»

L'idée était présente dans la tête de plusieurs militants depuis quelque temps déjà. Elle s'est concrétisée quand la nécessité est apparue de dépasser le stade des opérations où ne participaient que quelques dizaines de gars. Préparée dans le plus grand secret, elle avait été précédée d'un appel à la population diffusé par Radio SOS-Emploi.

En un clin d'œil, les militants de l'UIS-CFDT, appuyés par plusieurs centaines de travailleurs, s'assuraient le contrôle du relais de télévision du Bois-de-Châ. Au départ, il n'était question que d'essayer de faire passer quelques diapositives sur les ondes ; et puis, dans le cours de l'action, la décision fut prise de rester bien au-delà du délai prévu et de constituer un montage audiovisuel. On avait même envisagé de réaliser une véritable émission de télé pour populariser la lutte. L'intervention policière a empêché cette dernière idée de se matérialiser.

L'impact de cette opération-télé a été énorme sur plusieurs plans :

— Pendant plusieurs jours, dépassant les limites de la Lorraine, l'écho a été immense. Tout le monde parlait de «l'occupation du relais du Bois-de-Châ». Même les grands moyens d'information s'étaient trouvés dans l'obligation d'en parler. Cette action faisait pièce à la propagande gouvernementale et patronale et empêchait que les simulateurs de négociations qui se tenaient dans la même période n'occupent le devant de la scène.

— La télé aux mains de travailleurs en lutte, ce n'est pas courant. Tous les habitants du bassin de Longwy pouvaient voir sur leurs écrans les appels des militants CFDT : *«Après Radio SOS-Emploi, télé SOS-Emploi»*, *«Pour la première fois, la télévision au service des luttes»*, *«Venez nous rejoindre au relais»*, etc...



Ce formidable moyen d'information, des mains de la bourgeoisie, passait pour quelques heures aux mains de travailleurs en lutte pour leur emploi. Le pouvoir qui avait temporisé au début par crainte de réaction énergique des travailleurs ne pouvait tolérer longtemps que sa télé serve ainsi la lutte des sidérurgistes.

— Par solidarité, par sympathie, quelquefois par curiosité, des milliers de personnes sont venues au

relais. On y a discuté de tout, jour et nuit. De la lutte prioritairement bien sûr, mais aussi du rôle de la télé, de la presse et de quantités d'autres sujets. C'est un véritable mouvement de masse qui s'est ainsi créé autour de cette action. Les militants de la CFDT avaient dépassé les opérations de petites équipes. Pendant deux jours, on a vu défiler au relais beaucoup de syndiqués CFDT bien sûr, mais aussi des CGT, des CSCV, de

nombreux non-syndiqués et même quelques militants de base du PCF.

Cette dynamique créée autour de cette action, cette solidarité populaire autour de ceux qui luttent, on l'a retrouvée quand les flics sont intervenus massivement à 3 heures du matin. 1/4 d'heure après leur arrivée, les sirènes des usines hurlaient et des centaines de travailleurs accouraient vers le relais ; les uns avaient spontanément

quitté le travail, d'autres s'étaient tirés du lit en catastrophe. A 4 heures, sur la place de Longwy-Bas, ils étaient déjà plus d'un millier. Et il continuait d'en arriver. Ils savaient ce qu'ils étaient venus faire ; ils n'étaient pas venus les mains dans les poches. Pendant plusieurs heures, les flics terrés dans leur commissariat, comprendront de quel bois se chauffent les sidérurgistes de Longwy.

Usinor-Denain : 6 000 emplois, 5 000 licenciements prévus, sans compter les 20 à 25 000 suppressions d'emplois entraînés chez les sous-traitants. Usinor-Trith-Saint-Léger : 1 000 emplois, 500 licenciements prévus. Il ne restera plus que le secteur «roues-essieux», pour combien de temps ? Usinor-Chiers-Anzin : 450 emplois, 450 licenciements prévus. Pour le Valenciennois, le bilan de la restructuration sidérurgique est lourd. C'est pour que le bassin survive que les sidérurgistes du Nord, comme ceux de Longwy, sont entrés en lutte, d'une façon offensive.

Le début a été difficile. Il en a fallu des actions pour qu'enfin on entende parler de Denain. En février pourtant, les actions s'étaient multipliées : bureaux envahis à Usinor-Trith contre plusieurs jours de chômage partiel, saccage des bureaux d'Usinor, perception mise à mal, blocage des écluses... On parlait très peu du Nord.

Et puis il y a eu la marche sur Paris, à quelques jours de la journée nationale dans la sidérurgie, le 16 février. Plus de 2 000 sidérurgistes descendus en cars, bloquant la porte de la Chapelle. Sur le chemin du retour, comme le silence persistait, ils bloquent les bretelles d'accès à l'aéroport de Roissy. Aussitôt, les flics attaquent. La riposte est violente. Malgré les appels à rentrer dans les cars, 400 sidérurgistes partent

dans les champs affronter les CRS.

Le 16, 80 000 personnes se retrouvent à la manifestation de Valenciennes. Une manifestation imposante par le nombre important de participants, mais d'où ne sortent guère de perspectives. Pourtant, les actions se poursuivent : blocage des voies ferrées à Valenciennes, Aulnoye, Denain, qui voit la participation active de plusieurs milliers de gars. Mise à sac de la Chambre syndicale de la sidérurgie du Nord à Valenciennes, blocage d'autoroutes...

Et puis, début mars, c'est le tournant. Le mardi 6, plusieurs milliers de gars d'Usinor, avec leurs familles bien souvent, partent faire des barrages. Toute la journée, où qu'ils aillent, ils se heurteront à un quadrillage complet de la région par les CRS, les gars mobiles, qui n'hésitent pas à attaquer les cars à la grenade lacrymogène, malgré la présence de nombreux enfants, à matraquer les sidérurgistes. A Saint-Amand, les affrontements seront très violents. Le lendemain, la riposte massive, offensive, éclate : le commissariat de Denain, protégé par les CRS, est attaqué par la population, sidérurgistes, femmes, jeunes, tous ensemble. Toute la population est dans la rue. Des affrontements d'une telle ampleur ne s'étaient pas vus à Denain depuis plusieurs dizaines d'années. Jusque-là, les actions offensives

étaient menées par les seuls sidérurgistes. Cette fois, la population était à leurs côtés. Le jeudi encore, les affrontements reprenaient autour du commissariat, et duraient fort tard dans la soirée. Cependant, le mot d'ordre d'occupation d'Usinor, lancé le matin par les responsables syndicaux, indiquait leur volonté de mettre un terme à ces actions...

Le samedi suivant, une manifestation avait lieu à Denain, rassemblant plusieurs milliers de personnes du Nord, mais aussi des sidérurgistes de Longwy. Manifestation et meeting qui laisseront un goût amer pour bien des gars, du fait de la mainmise grossière du PCF et de ses élus sur tout le déroulement. Protestation contre cette récupération éhontée par le PCF, des milliers de sidérurgistes quitteront le meeting avant même les interventions syndicales...

Ainsi, à Denain, malgré les tentatives multiples de récupération, la voie de la lutte offensive, des actions de masse contre les patrons et l'Etat qui organisent les licenciements, s'est frayée son chemin, au cours de ces derniers mois. Les sidérurgistes ont réussi à mobiliser autour d'eux, dans ces actions, la population qui refuse de voir sa région mourir. Ils ont ainsi marqué des points importants : faire connaître largement leur refus des licenciements, commencer à unifier leur lutte avec celle de Longwy.

Déjà plus de trois mois de lutte

Faute de place, nous ne pouvons ici que retracer les initiatives les plus significatives des sidérurgistes. Une liste complète depuis la mi-décembre exigerait en effet plusieurs pages de ce journal...

DECEMBRE

Mer. 13 : Plusieurs dizaines de milliers dans la rue à Denain.
Mar. 19 : 20 000 pour la journée ville-morte à Longwy.
Mer. 20 : 200 ouvriers de la Chiers bloquent le CE. Celui-ci est reporté.
Jeu. 21 : La CGT occupe l'UML à Longwy.
Mardi 26 au jeu. 28 : Blocage des entrées de Longwy.
Jeu. 28 : 1 500 travailleurs se rendent à Senelle. Réunion de la direction reportée. La CFDT badigeonne de SOS-Emploi le train de Paris.

JANVIER

Jeu. 4 : 4 000 manifestants à Nancy. 50 % viennent de Longwy. Echauffourée avec les flics.
Ven. 12 : Plusieurs dizaines de milliers dans les rues de Metz.
Mer. 17 : La CFDT occupe la gare de triage de Longuyon près de Longwy. FO occupe la Banque de France à Longwy et la CGT le siège de l'Assimil à Metz.
Mar. 23 : La CFDT bloque la gare de triage d'Onville.
Les bureaux de Sacilor-Hayange sont occupés par la CGT et la CFDT. Les travailleurs sont expulsés par les flics.
Mer. 24 : CGT et CFDT occupent l'Hôtel des impôts de Longwy. Les sidérurgistes de Gorcy occupent le Central téléphonique de Longwy. 10 000 enfants manifestent flambeaux à la main. *«Vivre, étudier, travailler à Longwy»*.
Ven. 26 : 4^e blocage du CE d'Usinor. L'officine de Labbé L'Avenir du Pays-Haut est saccagée. Eux de joie avec les dossiers de l'UML.
Mar. 30 : Les flics agressent la hache à la main les sidérurgistes qui «retenaient» trois cadres à l'issue d'un CE à la Chiers. Une manifestation suit immédiatement. L'après-midi, après un meeting, le commissariat est assiégé une première fois par les sidérurgistes en colère : *«Ils ont attaqué l'usine, on attaque le commissariat»*. Dans le Valenciennois, blocage de gares et occupation de postes de triages.

FEBVIER

Mar. 6 : Boulon fait semblant de négocier. Les mineurs de fer lorrains débrayent à 100 %. A Hayange, les travailleurs occupent les bureaux. La CGT décharge 48 wagons sur le réseau ferré d'Usinor-Senelle à Longwy. La CFDT met à sac la sous-préfecture de Briey dont dépend Longwy. Les flics agressent les sidérurgistes. A Denain, le directeur d'Usinor est «retenu». A Usinor-Dunkerque, débrayages de solidarité et pour les salaires.
Mer. 7 : Le directeur de Sacilor-Hayange est «retenu».
Jeu. 8 : Dans la nuit, la CFDT déverse 1 500 tonnes de minerai sous un tunnel. La ligne Longuyon-Longwy est ainsi bloquée plusieurs jours.
Ven. 9 : 2 500 sidérurgistes de Denain et de Trith barrent routes et autoroutes. 47 cars de sidérurgistes se rendent de Denain à Paris. Après le blocage du périphérique, affrontements avec les flics à Roissy. La vallée de l'Orne en Moselle est paralysée. C'est la mobilisation générale contre l'arrêt de la cokerie. Sept wagons de coke sont déversés sur les voies.
Sam. 10 : La CFDT de la Chiers et l'UIS de Longwy entament une lutte contre les boîtes d'interim profitant du démantèlement de la Chiers. Rapidement, le patron recule et réembauche ferme.
Ven. 16 : La journée nationale d'action débute à minuit à Longwy. 24 heures d'actions ininterrompues. Blocages et fermetures de magasins, occupation de l'UML et de la poste. Des milliers de Longoviens soutiennent cette initiative en débattant dans l'UML occupée. Valenciennes : plusieurs dizaines de milliers dans la rue.
Jeu. 22 : La CFDT occupe l'émetteur TDF de Longwy. Télé SOS-Emploi est née. Les travailleurs de la Chiers viennent demander des comptes à l'Intersyndicale sur son attitude de division. Deux liquidateurs de la fonderie de Gorcy sont retenus. Contre la répression antisyndicale, le directeur d'Usinor-Mont-Saint-Martin retrouve le mobilier de son bureau dans la cour de l'usine... A Denain, l'Intersyndicale appelle à bloquer les voies de communication. Une délégation de la CFDT-Denain rencontre une délégation de Longwy *«pour envisager la coordination»*.
Sam. 24 : Les flics évacuent pour quelques heures le relais TDF. Pour la deuxième fois, les sidérurgistes de Longwy assiègent le commissariat.
Dim. 25 : Des milliers de Longoviens visitent le relais TDF occupé.
Mar. 27 : Multiplication des coups de poing à Denain. La Chambre syndicale de la sidérurgie du Nord est «nettoyée». Routes et autoroutes sont bloquées.

Mar. 6 : Affrontements sporadiques toute la journée entre sidérurgistes et flics dans le Valenciennois.
Mer. 7 : Le commissariat de Denain est assiégé à son tour. Les sidérurgistes veulent faire payer aux flics leur brutalité de la veille. Ceux-ci les avaient agressés dans leurs cars. La population participe aux affrontements.

A Longwy contre les hausses de loyer, occupation du siège de «la Famille» et promenade forcée pour Johnny qui doit visiter la Chiers et le Train-fil d'Usinor.

Jeu. 8 : 3^e journée consécutive d'affrontement pour les sidérurgistes de Denain. Débrayages à Usinor-Dunkerque et à la SMN de Caen.

Sam. 10 : Plusieurs milliers dans les rues de Denain. Barre dément la suspension des licenciements pendant les négociations.

Lun. 12 : Un tract CFDT critique violemment le PCF pour sa pratique manipulatoire du samedi. Une lettre ouverte allant dans le même sens est envoyée par des sidérurgistes à l'Intersyndicale.

Mer. 14 : Blocage de rocade et de voie ferrée à Denain. La grève s'étend à Fos ; après le haut fourneau et la centrale soufflante les laminoirs arrêtent le travail pour les 300 F et contre la répression.

Jeu. 15 : Les sidérurgistes de la Chiers Longwy empêchent le départ de lingots pour Sollac et la vente d'une locomotive afin de s'opposer au démantèlement de l'usine.

La CFDT occupe la centrale à oxygène d'Herseange.
Sam. 17 : La CFDT poursuit l'occupation mais rétablit l'oxygène. Elle annonce qu'elle participera à la marche sur Paris mais sous la bannière de l'Intersyndicale.

Mer. 21 : 200 sidérurgistes de Longwy manifestent à Paris devant le siège de l'UIMM.

Opération portes ouvertes réussie à Denain, Trith et la Chiers. 6 000 personnes répondent à l'initiative de la CFDT. La CFDT recoupe l'oxygène puis la rétablit aux 3/4. A l'occasion des deux prochaines négociations elle coupera 1/4 supplémentaire à chaque fois...

LE 18 MARS 1871, UNE OFFENSIVE OUVRIERE VICTORIEUSE

Le 18 mars 1871, la prise du pouvoir par les travailleurs parisiens marque la première révolution prolétarienne de l'histoire. S'agirait-il essentiellement d'une réaction patriotique après la capitulation de la bourgeoisie devant Bismarck ? Le prolétariat y aurait-il joué un rôle politique d'un contenu de classe mal défini ? Le déroulement de la Commune elle-même montre le contraire. Mais aussi, les événements qui se sont déroulés dans les années précédentes démontrent le contraire.

Dans notre édition de samedi dernier, nous avons rendu compte des réunions publiques dans lesquelles, au cours de l'année 1869, la classe ouvrière s'est rassemblée pour définir ses buts politiques. L'Empire une fois renversé le 4 septembre 1870, les rapports entre le prolétariat et le gouvernement provisoire de la république bourgeoise vont être marqués de multiples conflits.

2 - A l'assaut de la République tricolore du 4 septembre

La guerre contre la Prusse est désastreuse pour l'Empire qui accumule défaite sur défaite. La contre-offensive allemande marque un point décisif à Sedan où Napoléon III capitule le 2 septembre. La guerre change de nature en devenant offensive du côté prussien. Beaucoup de patriotes veulent défendre le territoire comme en 1793. Les blanquistes, pacifistes en juillet avec l'AIT, sont en août pour la résistance. Le 14, une centaine d'entre eux attaquent une caserne de pompiers à la Villette pour armer le peuple de Paris qui réclame chaque jour des fusils. Ils échouent mais seront au premier rang des manifestants qui forcent le 4 septembre les députés à proclamer la République. Cette victoire est subtilisée par la gauche bourgeoise qui s'installe à l'Hôtel de ville.

Dans un premier temps, les révolutionnaires, pour permettre l'épuration de l'appareil d'Etat et l'armement populaire par la mise en place d'une garde nationale ouverte aux ouvriers, vont apporter un soutien critique au gouvernement provisoire.

Leurs préoccupations sont autant sociales que patriotiques. L'AIT, le 10 septembre, lance un appel « au peuple allemand, à la démocratie socialiste » pour expliquer que « le peuple français ne fait pas la paix avec un ennemi qui occupe son territoire ». On exige de toute part la levée en masse. Mais il ne s'agit pas, comme on l'a dit à propos de la Patrie en danger de Blanqui, d'une union sacrée sans conditions. « Le comité central républicain des 20 arrondissements », qui finit par regrouper toutes les tendances révolutionnaires, les comités de vigilance, les commissions d'armements qui se tiennent aux côtés des nouveaux maires progressistes d'arrondissements, les clubs populaires encouragent les autorités à aller plus loin que leurs timides mesures d'économie de guerre, notamment par l'expropriation des denrées ou la remise des loyers.

Déjà, la bourgeoisie boude cette garde nationale démocratique (260 bataillons et plus de 300 000 hommes) car non seulement des ouvriers révolutionnaires ont été élus chefs de bataillons mais on veut dès la fin septembre la Commune de Paris.

LA COMMUNE RECLAMEE DANS LES CLUBS POPULAIRES

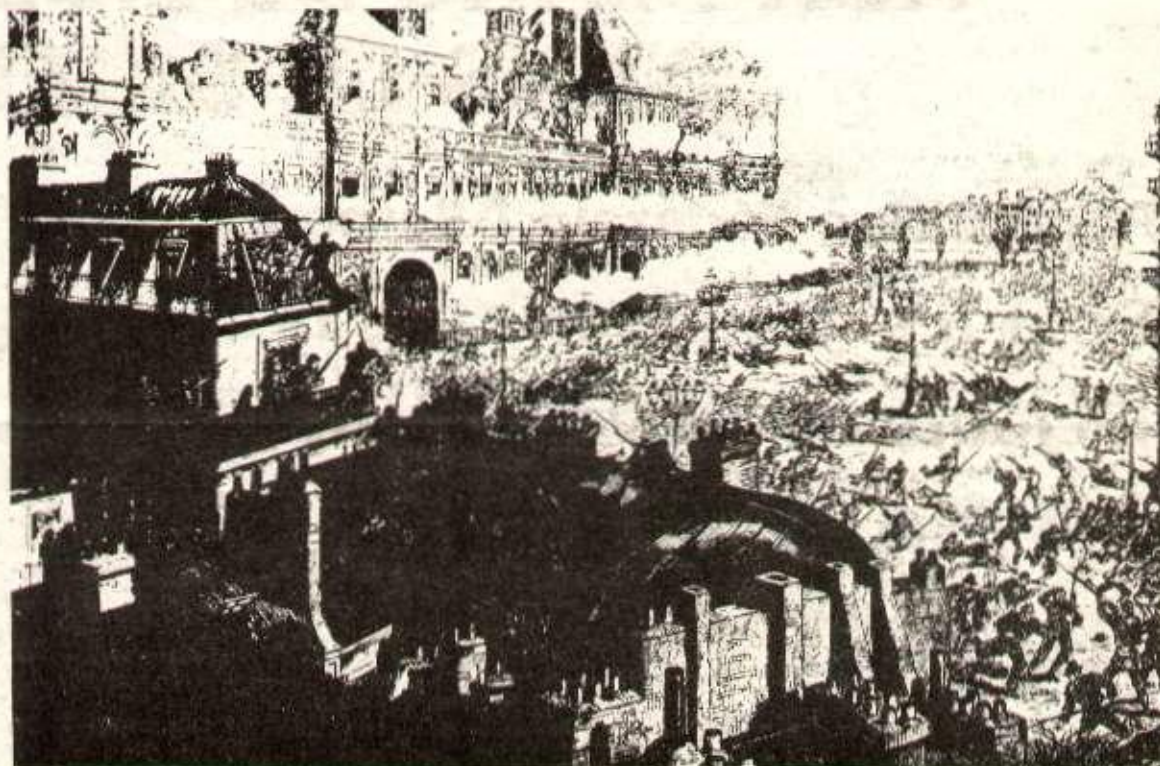
Le gouvernement provisoire qui préfère s'appuyer sur les 200 000 hommes de l'armée et des mobiles se méfie lui aussi de cette milice populaire et sabote son armement malgré l'investissement de Paris fin septembre. Le peuple répond en s'achetant lui-même ses canons par souscriptions, en réclamant dans ses clubs la Commune qui seule pourra satisfaire les besoins des 2 millions d'assiégés, en s'organisant par des groupes patriotiques de femmes et des délégués de bataillons qui commencent à se fédérer. Déjà, la garde nationale manifeste dans les rues.

Le 31 octobre, son avant-garde, à l'occasion de l'émotion suscitée par des trahisons militaires du Bourget et de Metz, s'empare de l'Hôtel de ville, séquestre le gouvernement et tente de proclamer la Commune. Mais il n'y a pas unité de vue entre les révolutionnaires qui sont contraints de se retirer.

Malgré les promesses, la répression s'abat sur eux. Le mouvement républicain et socialiste s'atomise alors en de nombreuses organisations anciennes ou nouvelles. L'AIT se consacre à « l'émancipation économique ». Elle veut « la terre au paysan qui la cultive, la mine au mineur qui l'exploite, l'usine à l'ouvrier qui la fait prospérer ». Une âpre lutte de classes déchire la garde nationale que le gouvernement réorganise et engage dans la sortie inutile et meurtrière de Champigny (29 novembre à 2 décembre).

LES QUARTIERS POPULAIRES EN EBULLITION

Dans les quartiers, on assiste à une montée de la révolte populaire contre l'Etat et la spéculation. Des commerçants sont taxés et début décembre commence une série d'émeutes du froid (palissades arrachées, les marchands de bois pillés...). Les maires, élus sur une base progressiste, choisissent alors le camp des propriétaires. Le gouvernement, pour sa part, révoque les chefs élus de la garde nationale compromis dans l'affaire du 31 octobre, introduit à leur place ses hommes ; surtout, il s'attaque, avec l'institution de conseils de guerre, aux délégués



de bataillons qui voulaient faire payer les « riches ». Certains bataillons sont épurés massivement. C'est dans ce contexte que le Comité central républicain, noyauté à ce moment par les blanquistes, tente, le 6 janvier, par une affiche rouge, d'entraîner le peuple à l'insurrection. Les autorités répondront en organisant une saignée de la garde nationale par une sortie le 19 janvier à Buzenval (près de 2 000 victimes). Les quartiers populaires entrent en ébullition. Des contacts en vue d'un mouvement sont pris entre les XI^e, XII^e et XX^e arrondissements. La prison de Mazas est attaquée, des détenus politiques libérés. Ils vont constituer dans le XX^e un « pouvoir populaire ». Le 22 janvier, une nouvelle insurrection essaie d'établir la Commune à l'Hôtel de ville. Elle échoue car les mobiles et l'armée tirent sur la foule. Les gardes insurgés, provenant surtout des XIII^e et XVII^e étaient trop peu nombreux. Les quartiers de l'Est étaient coupés du centre par les forces de l'ordre. Les troubles continuent les jours suivants. Il y a même une tentative militaire de la garde nationale contre l'armée allemande, mais ses instigateurs sont arrêtés.

LA CAPITULATION

Le gouvernement bourgeois et ses serviteurs capitulent le 28 janvier. Bismarck exige la cession de l'Alsace-Lorraine, 5 milliards et l'élection d'une assemblée nationale pour ratifier ces clauses. En outre, Thiers, nouveau chef de l'exécutif, ne disposera plus que du minimum de troupes pour assurer l'ordre.

Le 8 février, un raz-de-marée conservateur envoie 400 députés monarchistes à l'Assemblée (sur 700) : ils se prétendaient partisans de la paix. Paris, qui a voté républicain, connaît des « désordres » graves. Le sentiment de trahison est immense. Beaucoup de patriotes basculent dans le camp de la Révolution. Une seconde fédération de la garde nationale a pris forme à la faveur des élections.

LE DOUBLE POUVOIR

Fin février commence à se développer, à côté du pouvoir bourgeois, un second pouvoir issu des masses prolétariennes. La garde nationale décantée de ses derniers éléments bourgeois, s'organise le 15 février en fé-

dération avec à sa tête, un comité central ; le 15 mars 215 bataillons seront représentés. L'AIT continue de se reconstituer et, à l'appel des Clubs rouges, les bataillons et le peuple des quartiers ouvriers manifestent quotidiennement, avec enthousiasme, à la Bastille, à partir du 24 février, pour commémorer la Révolution de 1848. Le drapeau rouge est arboré à la colonne de Juillet. « On poursuit et maltraite les femmes bien vêtues, les sergents de ville sont obligés de se cacher. Il faut prendre ses précautions !!! » s'inquiète le préfet de police (le 26 février un policier mouchard, Vincenzini, est reconnu et exécuté devant vingt mille personnes). Une évidence : le gouvernement ne contrôle plus ces quartiers en colère.

C'est aussi le 26 février que les bataillons populaires, qui attaquent la prison de Sainte-Pélagie, commencent à enlever leurs canons (300 à 400), traîtreusement abandonnés dans les quartiers bourgeois que, selon une clause d'armistice, les Prussiens doivent occuper. Ils les conduisent en lieux sûrs, dans leurs quartiers. Le 28 février, le comité central conseillé par l'AIT, plaquette « L'Affiche noire » afin d'éviter le heurt entre les troupes prussiennes et la population ulcérée : la guerre sociale doit seule compter. C'est dans cette même période qu'apparaissent des barricades et que l'on assiste à des pillages de dépôts de munitions un peu partout (le 3 mars, par exemple, aux Gobelins, 1 200 000 cartouches sont enlevées). Le peuple menace ouvertement patrons et propriétaires. L'autorité est défiée dans les quartiers populaires.

LE XIII^e A L'OFFENSIVE

L'exemple le plus frappant est celui du XIII^e arrondissement où le chef de secteur et ses hommes doivent se replier sur le V^e, laissant le terrain au « général » Duval qui prend l'offensive le 5 mars et envoie des ordres aux commandants des bataillons. Aux yeux des bourgeois, il n'est toujours que simple garde ! Le même jour, la population attaque de nouveau Sainte-Pélagie. Le 6 mars, Duval prévient les officiers que « les armes sont appelées à servir dans un moment plus ou moins rapproché... ». Le gouvernement est

Duval, à la barrière du Maine, en 1869

« Il faut supprimer ce reste de féodalité qui ne s'appelle plus noblesse mais bourgeoisie... Nous voulons l'égalité des salaires, que la valeur de chaque chose soit basée sur le temps qu'on a mis à la produire... Nous voulons l'application du droit naturel, l'égalité ; nous supprimons l'hérédité, la propriété individuelle et le capital, qui ne peut exister sans travail, nous proclamons l'obligation au travail. Que celui qui travaille mange, mais que celui qui ne travaille pas n'ait aucun droit... Par la collectivité plus de paupérisme ».

impuissant à enrayer l'organisation révolutionnaire du prolétariat qui s'étend à d'autres arrondissements puisque Eudes évoquant Duval, écrit : « Je l'ai retrouvé le 10 mars fonctionnant, déjà, comme chef de la 13^e légion. A ce moment, il fut entendu entre lui et moi que nos deux légions — j'étais alors chef de la 20^e légion — auxquelles se rallièrent la 14^e légion commandée par Henry, la 15^e dirigée par un comité dont Chauvière était l'homme, la 18^e aux mains du comité de vigilance de Montmartre dont Ferré était président, puis quelques bataillons du 11^e arrondissement et du 19^e. Le tout serait sous notre direction immédiate sans passer par le comité central qui n'offrirait pas les garanties voulues. Nous fîmes deux commandements. Celui de la rive gauche sous les ordres de Duval, et celui de la rive droite sous le mien ».

Force est donc de constater que les masses parisiennes se préparent depuis longtemps à l'offensive contre la société bourgeoise, par la parole et par les armes. Une ébauche de parti s'est forgée dans la lutte, se plaçant au service du prolétariat. C'est le peuple parisien qui prend l'offensive dès la fin février, acculant le gouvernement bourgeois à réagir par toute une série de mesures d'ordre contre ces travailleurs qui ne veulent plus se faire exploiter. Une certitude : les futurs Communards ont heureusement une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la journée du 18 mars.

L'EUROPE DES LUTTES DIT NON AUX PLANS DE LICENCIEMENTS DANS LA SIDERURGIE

République Fédérale Allemande

**Pour les 35 heures dans la sidérurgie,
45 jours de grève en janvier**



Des métallurgistes allemands, lors d'une grève.

On n'avait jamais vu cela dans la sidérurgie allemande depuis 1928 : un mouvement de grève qui a touché jusqu'à 100 000 sidérurgistes, bloquant jusqu'à 40 % de la production allemande d'acier brut. Les sidérurgistes allemands sont frappés de plein fouet par les conséquences de la crise de la sidérurgie. Relativement privilégiés par leurs salaires il y a encore quelques années, leur pouvoir d'achat ne fait que baisser depuis 1975, tandis que les conditions de travail se détériorent. Plus grave, les solutions apportées par les maîtres de forge allemands à la crise de la sidérurgie se sont soldées par 41 000 licenciements entre 1975 et 1978. La revendication de la semaine de 35 heures s'oppose directement aux plans de licenciements massifs. Face à cette revendication des sidérurgistes allemands, le patronat oppose un refus catégorique.

Le 7 janvier, les représentants du patronat et les délégués de l'IG Metall sont parvenus à un compromis, qui laisse insatisfaite la revendication des 35 heures, ce malgré une grève de 45 jours. Les sidérurgistes obtiennent une augmentation de 4 % étalée sur 14 mois, 2 jours de congés supplémentaires, auxquels s'ajouteront un 3^e jour en 1980 et 2 jours de plus en 1981. Une fois de plus, les travailleurs ont été trahis par leur syndicat de collaboration de classe, qui s'est bien gardé de mettre en avant la revendication des 35 heures pourtant prioritaire pour les sidérurgistes. Cependant la longue lutte des sidérurgistes allemands a porté un coup très dur au patronat allemand et a montré que même en RFA, les dirigeants syndicaux rencontrent de plus en plus de difficultés pour faire accepter leur politique de collaboration.

Belgique

**8 000 emplois supprimés
dans la sidérurgie d'ici 1980**

L'accord conclu fin novembre 1978 entre les patrons de l'acier et les syndicats belges prévoit une participation accrue de l'Etat dans la sidérurgie et se solde par une accélération des restructurations dans cette branche de l'industrie. Rien qu'en 1977, les entreprises wallonnes ont perdu 6 700 postes de travail. Pire encore, le plan Claes, approuvé par le gouvernement Vandenberghe, prévoit que 6 900 à 8 500 emplois seront encore supprimés d'ici 1980. La participation de l'Etat dans la sidérurgie (50 % du capital des entreprises Cockeril et du Triangle), présentée par les sociaux-démocrates au pouvoir en Belgique comme allant dans le sens des intérêts des travailleurs, ne fera qu'accélérer la liquidation de secteurs entiers de l'économie. L'Etat a accordé un crédit de 1 milliard de francs belges



Une agence pour l'emploi en Belgique.

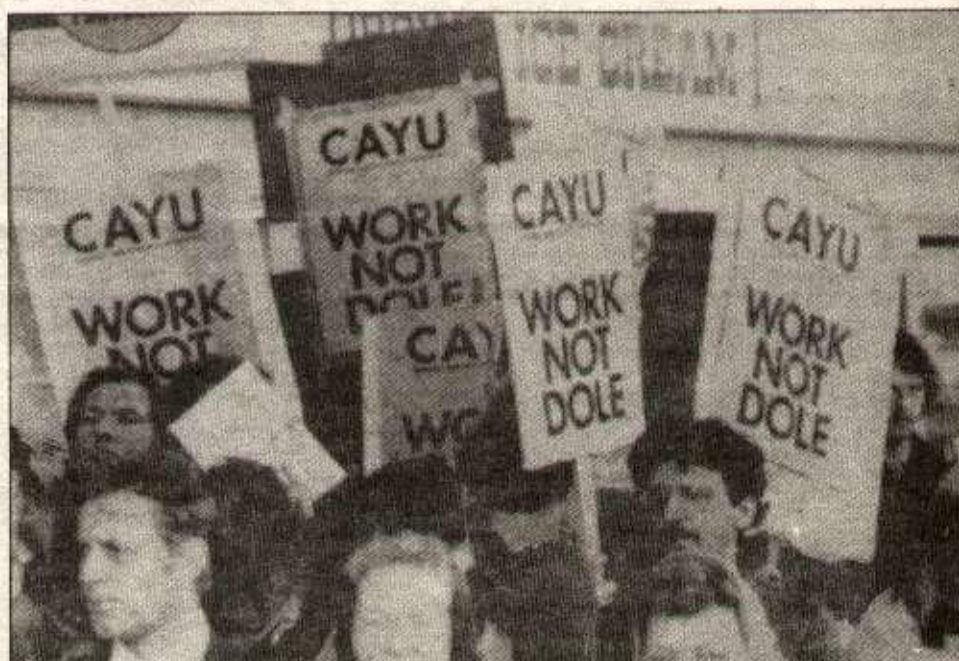
à la Cockeril, liée à l'ARBED, géant de la sidérurgie luxembourgeoise lié au groupe Empain. Licenciements pour les travailleurs, prêts aux barons de l'acier, telle est la politique du gouvernement belge. Face à cette politique, la lutte s'impose pour les sidérurgistes belges qui se

prononcent :
— Pour le remplacement des départs à la retraite anticipée par l'embauche des jeunes au chômage
— Pour la semaine de 36 heures tout de suite, avec embauches proportionnelles.
— Contre l'augmentation des cadences.

Grande-Bretagne

**Les travailleurs de
la British Steel Corporation
luttent pour le maintien
de l'emploi**

«Du travail pas d'aumônes !», revendiquent les jeunes chômeurs britanniques, sur les pancartes de la campagne contre le chômage des jeunes (CAYU).



Face à l'annonce de 3 600 licenciements, les sidérurgistes du groupe British Steel Corporation se sont mis en grève la semaine dernière. Les travailleurs britanniques disent non à la politique de chômage et d'austérité imposée par le gouvernement travailliste de Callaghan qui veut rentabiliser la sidérurgie dans la crise européenne de l'acier.

Un mois après la chute du Shah OÙ VA L'IRAN?

Une enquête
de Frank Roussel

«● Je soupçonne les Soviétiques de vouloir démanteler l'Iran. ● Il faut que nous fassions un marché commun des pays du Tiers Monde ● L'Europe pourra aider ce marché commun mais pas le dominer ● Je reproche à l'ensemble de l'opposition iranienne de ne pas avoir de programme...»

Entretien avec Ahmad Farouhy, écrivain et journaliste de la gauche du «Front National»

— 2 —

► Quelle est votre position sur les revendications avancées par les minorités nationales ?

Je suis pour l'autonomie des peuples d'Iran, chaque ethnie doit pouvoir parler sa langue librement. La liberté n'est jamais offerte, elle s'arrache et se conquiert. Si les peuples s'organisent et exigent la satisfaction de leurs revendications, le gouvernement cédera.

► Dans le passé, il y a eu souvent des ingérences étrangères dans les mouvements des minorités nationales. Par exemple, le leader kurde Barzani qui vient de mourir aux USA, fut longtemps aidé par la CIA. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je soupçonne les Soviétiques de vouloir démanteler l'Iran : pour moi, l'ennemi numéro 1 c'est quand même l'Union soviétique. Je ne crois pas que le nouveau régime soit suffisamment conscient du danger soviétique, c'est ça qui m'inquiète : les Etats-Unis pour nous ce n'est pas un danger ; nous l'avons dévoilé et chassé, l'impérialisme soviétique de par sa proximité géographique est un grand danger. Mais je suis pour la légalisation du parti Toudéh, parce que je pense que si le Toudéh est légal, aucun patriote iranien ne votera pour lui et d'autre part, je pense que ça permettrait au gouvernement iranien de mieux le contrôler. S'il est interdit, il pourra agir clandestinement sans qu'on puisse contrôler ses activités. Selon des sources iraniennes, Kianouri (secrétaire général du Toudéh) se trouverait actuellement en Iran dans la clandestinité. Il ne faut surtout pas faire du Toudéh un martyr, ce sont des agents soviétiques qui n'ont rien à voir avec le communisme, ce sont des opportunistes. Certains de leurs militants de base sont des gens sincères mais leurs dirigeants sont crapuleux.

► Comment expliquer une aussi large participation du Front National au gouvernement ?

Le nouveau régime avait un grand besoin de cadres et la plupart des cadres sont dans le F.N. ou proches de lui.

► Etes-vous d'accord avec la revendication d'armée populaire avancée par les révolutionnaires iraniens ?

Je suis d'accord avec cette revendication. Nous n'avons pas de visées expansionnistes, mais seulement défensives. Il faut une armée populaire intégrée à la société iranienne et qui ne soit plus coupée du peuple. Il faut réduire l'armée au niveau de son budget et au niveau de ses cadres. L'armée devrait être dissoute et fondue dans le peuple et le peuple devrait lui-même être armé pour se défendre en cas d'invasion. On devrait conserver une aviation de professionnels et un noyau professionnel dans l'armée de terre qui puisse encadrer le peuple armé en cas de conflit. Les religieux ont peur de s'attaquer à l'armée, les officiers jouissent d'un certain nombre de

■ Ahmad Farouhy, journaliste et écrivain*, contraint à l'exil en France, par le régime du Shah, a collaboré aux travaux de plusieurs économistes iraniens dont Hussein Malek et Bani Sadr qui, dans leurs ouvrages, ont dénoncé la dépendance de l'Iran vis-à-vis de l'impérialisme américain. Se situant lui-même dans la gauche du «Front national», il nous parlait hier des contradictions de cette force politique, ainsi que de ses propres interrogations vis-à-vis du nouveau régime. Aujourd'hui, il nous dit ce que doivent être, selon lui, les nouvelles relations internationales de l'Iran, à l'intérieur desquelles devrait s'inscrire le développement du pays.

privileges et ils ne vont pas se laisser dépouiller sans réagir. Il faut éviter la possibilité pour l'armée de faire un jour un coup d'Etat, c'est pourquoi il faut la démanteler. L'optimisme des religieux à ce sujet frise l'inconscience. Ça n'est pas parce que l'armée s'est ralliée verbalement qu'on peut lui faire confiance. Ce n'est pas parce que des jeunes capitaines vont être promus colonels ou généraux que cela va résoudre quoi que ce soit. C'est toute la conception de l'armée qui doit être transformée.

Il ne faut pas que l'Iran dépende uniquement des Etats-Unis pour son armement. Il faut qu'on achète notre armement à la France ou à des pays neutres comme la Suède. L'Iran devrait de toute façon avoir sa propre industrie d'armement. L'important c'est de dire à un agresseur : si nous ne sommes pas assez forts pour vous empêcher de rentrer, on sera assez fort pour vous empêcher de rester, telle doit être la nouvelle stratégie militaire iranienne. La stratégie de la guerre populaire est la meilleure dissuasion. Il ne s'agit pas d'empêcher un agresseur de rentrer, on ne sera jamais assez fort pour empêcher l'Union soviétique de rentrer mais on pourra en tout cas lui mener la vie dure, une fois rentrée. Envahir ce n'est rien, le plus dur c'est de rester, on l'a bien vu avec les Américains au Vietnam.

► Comment voyez-vous les futures relations de l'Iran : — rapprochement avec le Tiers-Monde, surtout pays arabes ?

Le 19 février : Yasser Arafat, accompagné du Vice-premier ministre iranien Ibrahim Yazdi, installe le bureau de l'OLP à Téhéran dans les locaux de l'ancienne mission israélienne



► — redéfinition des termes de l'échange avec l'impérialisme US au profit d'impérialismes secondaires : France, Grande-Bretagne ?

Je pense à un rapprochement de l'Iran avec les Etats arabes dont la visite d'Arafat constitue un exemple. L'OLP est le représentant du peuple palestinien, il est normal qu'il soit invité à ce titre en Iran. Que l'Iran fasse une politique antisioniste, je suis d'accord, mais je crois que c'était une erreur d'avoir invité Yasser Arafat avant d'avoir redéfini la nouvelle politique étrangère iranienne vis-à-vis de la Syrie et de l'Irak, ou de l'Arabie Saoudite. Que Yasser Arafat vienne, et qu'on soutienne l'OLP c'est tout à fait naturel, c'est dans la logique de la révolution iranienne mais Israël n'est pas le seul pays expansionniste au Proche-Orient, l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Jordanie, en sont d'autres. Israël n'est pas le seul problème quand on voit tous les régimes réactionnaires et féodaux qui existent dans les autres pays arabes. Je suis pour un soutien inconditionnel à l'OLP, pour une guerre avec Israël mais j'aurais voulu également que l'Iran redéfinisse ses relations avec les pays arabes.

J'ai toujours soutenu que l'Iran devait se retirer de l'OPEP, je pense que l'OPEP fait actuellement le jeu des Américains, par le recyclage des pétrodollars, elle fortifie l'impérialisme et je pense que l'augmentation du prix du pétrole ne résout rien. L'augmentation du prix du pétrole telle qu'elle est

pratiquée par l'OPEP ne fait qu'affaiblir l'Europe et le Japon. L'intérêt pour l'Iran est que l'Europe soit forte pour lui permettre de jouer sur les rivalités à l'intérieur du système impérialiste.

Je pense que l'Iran doit montrer une nouvelle voie au Tiers Monde. On peut redéfinir les échanges avec l'impérialisme à partir d'un nouveau rapport de forces, fondé sur l'indépendance nationale. L'Iran doit sortir du circuit de producteur de matières premières pour rentrer dans celui de producteur de biens de consommation. Avec le Tiers Monde nous pouvons faire un grand marché commun. Les pays du Tiers Monde se ressemblent par leur incapacité à se défendre face à l'impérialisme, et par leurs structures internes communes. L'Iran doit être révolutionnaire au niveau des relations internationales. Pour moi ce n'est pas le prix des matières premières qui compte, c'est ce que les pays du Tiers Monde font avec l'argent, la manière dont ils recyclent leurs pétrodollars. L'Europe a un rôle à jouer, mais il faut que l'Europe comprenne que la révolution iranienne va faire tâche d'huile. Il faut que nous fassions un marché commun des pays du Tiers Monde dans lequel nous privilégierons nos produits et nous taxerons les produits extérieurs. L'Europe pourra aider ce marché commun mais elle ne pourra pas le dominer. L'augmentation du prix des matières premières est un piège tendu par les impérialistes pour nous rendre totalement dominés. Je dis : non à l'OPEP dans sa forme

actuelle. Ou on fait une révolution à l'intérieur de l'OPEP ou on en sort, et on casse le système. Je suis totalement pour que l'Iran fasse des accords bilatéraux avec les pays consommateurs. Je pense que le nouveau gouvernement a pris de très bonnes initiatives à partir du moment où il a dit qu'il allait vendre le pétrole aux enchères, au plus offrant. Tôt ou tard l'Iran ne devra plus exporter son pétrole, mais le garder pour sa consommation intérieure et ne l'exporter qu'en cas de nécessité. Le pétrole est un capital, c'est une arme politique.

► Va-t-il y avoir également une redéfinition des relations avec l'URSS, sur le plan économique ?

J'espère, il n'y a aucune raison pour que l'URSS soit privilégiée, ce qu'on fait face à l'Occident on le fera aussi vis-à-vis de l'URSS. L'URSS pratique la même politique que les USA, elle a énormément d'intérêts, en Iran ces intérêts seront brisés aussi.

► Quelles doivent être les nouvelles orientations de l'économie iranienne ?

Je pense que l'industrialisation iranienne doit désormais s'établir en fonction des besoins agricoles. Dans un premier temps l'agriculture doit primer. On ne peut avoir d'indépendance nationale sans avoir d'indépendance agricole, c'est donc vers cela qu'il faut tendre dans un premier temps.

La nationalisation sans redéfinir le rôle de l'Etat dans la future société iranienne est une arme à double tranchant, la nationalisation n'est pas une fin en soi. Il n'y a aucune raison pour que le pays se remette au travail sans que les 9/10 du rôle des travailleurs dans la société soient définis.

► Pensez-vous que la nouvelle constitution garantira les libertés démocratiques ?

Je pense qu'on aura les libertés démocratiques qu'on arrachera. Je pense que si le peuple iranien ne se démobilise pas, les libertés démocratiques seront garanties. Une constitution coercitive nous pend au nez. Il faut que la constitution une fois rédigée soit soumise au débat populaire. Il y a deux tendances chez les religieux : il y a une tendance rétrograde, obscurantiste, fasciste et il y a une tendance révolutionnaire. Les contradictions qui existent se reflètent au niveau des discours différents des religieux.

J'étais pessimiste parce que l'insurrection s'est faite sans organisation, sans structure et pourtant elle a triomphé. Le ralliement immédiat de l'armée m'inquiète.

D'autre part ni les feddayin, ni les moudjahidin ni le gouvernement n'ont un plan de société cohérent. Je reproche à l'ensemble de l'opposition iranienne de ne pas avoir de programme.

* Auteur de «L'Iran contre le Shah», paru récemment aux éditions Jean-Claude Simoen, livre où l'auteur s'attache à expliquer les causes profondes, en particulier les causes économiques, du soulèvement populaire qui a mis fin au régime du Shah.

INTERNATIONAL

A quelques jours de la signature de la paix séparée

LA JORDANIE ET L'ARABIE SAOUDITE CONFIRMENT L'ISOLEMENT DE L'EGYPTE

Malgré les ambiguïtés qui subsistent et les interprétations contradictoires de chacune des parties, la signature du traité israélo-égyptien est annoncée pour lundi prochain à Washington. Sadate part samedi pour la capitale américaine, il y résidera 9 jours. Selon des déclarations faites mercredi par le Premier ministre égyptien, l'Egypte n'a pas l'intention d'honorer les engagements qui la lient avec les autres pays arabes, si l'un d'entre eux attaque Israël le premier. Il s'est toutefois déclaré prêt à intervenir en cas d'agression sioniste contre un pays arabe.

En Palestine la signature d'une paix séparée continue à soulever les plus vives protestations : le maire de Gaza Rachad Al Chaoua définit l'autonomie

imposée par Begin comme «la poursuite de l'occupation israélienne sous un autre nom». Il estime qu'avec la poursuite des implantations de colonies sionistes, «dans les 5 ans, nos terres auront toutes été absorbées... Nous avons rejeté ce plan et nous le rejetterons. Israël occupe la Cisjordanie et Gaza par la force des armes». Il conclut : «Pour les Palestiniens, il n'y a qu'un seul représentant valable dans les négociations : l'OLP. Nous avons choisi l'OLP, c'est un choix définitif».

DESACCORD ENTRE LA JORDANIE ET LES USA

Mercredi, avant son départ pour l'Arabie Saoudite où il doit s'entretenir de la situation au Proche Orient avec le roi Khaled, Hussein de Jordanie a déclaré que «le désaccord» existant actuellement avec

les Etats-Unis n'a jamais été aussi important. Il a ajouté que «d'une manière ou d'une autre», la signature prochaine de la paix séparée entraînerait la rupture des relations diplomatiques entre l'Egypte et les Etats arabes qui n'ont pas encore rompu avec elle.

Il a estimé que la Jordanie a désormais atteint un point qui l'amène à chercher d'autres fournisseurs d'armement que les Etats-Unis.

DE FIASCO EN FIASCO

Un porte-parole du gouvernement saoudien, multipliant les déclarations faisant référence au recul des Etats-Unis, va jusqu'à poser la question : «Pourquoi les Etats-Unis vont-ils de fiasco en fiasco ?». Il énumère les pays où «les Etats-Unis ont laissé le champ libre aux Russes» : Ethiopie,

Afghanistan, et se montre inquiet du sort de la Somalie en raison du refus américain de fournir à ce pays «les armes avec lesquelles il pourrait résister contre une agression inspirée par l'URSS». Il a ajouté que l'Arabie Saoudite n'était qu'«à moitié impressionnée» par l'action des Etats-Unis en faveur du Nord-Yemen, et que «ça a pris du temps et il a fallu pousser les USA pour qu'ils bougent».

Face aux pays arabes, unanimes pour condamner la paix séparée, Sadate doit faire face à l'isolement le plus complet. Le prochain sommet des pays arabes qui se tiendra à Bagdad, devrait décider des sanctions qui seront appliquées à l'Egypte pour sa capitulation face à l'ennemi sioniste.

Frank ROUSSEL

● Mauritanie : pleins pouvoirs au président pour la paix

Le chef de l'Etat mauritanien, le colonel Ould Saleck a été investi mardi de tous les pouvoirs «pour faire face aux situations exceptionnelles». Dans un discours, le chef d'Etat mauritanien a exprimé la volonté de la Mauritanie de «prendre toutes les mesures qui s'imposent en vue de sortir définitivement de la guerre, au cas où une solution globale entre toutes les parties concernées se révélerait impossible».

En effet le nouveau régime issu du coup d'Etat de juillet 1978 s'est engagé résolument dans un processus de paix avec le peuple sahraoui y compris en engageant des négociations avec le Front Polisario. Au contraire le régime de Hassan II n'a cessé de durcir ses positions : en faisant voter le «droit de suite» à son Parlement, le roi du Maroc envisage aujourd'hui une confrontation directe avec l'Algérie. De plus, en ce qui concerne la Mauritanie, le régime marocain n'admet pas qu'il se dégage du conflit. L'armée marocaine supporte en effet tout le poids du conflit sur le front Nord et l'armée du Front Polisario lui a infligé de cuisantes défaites. Aujourd'hui, le Maroc multiplie les pressions et les menaces contre le gouvernement mauritanien. C'est ainsi qu'en février, le Maroc a inspiré une campagne de division entre les différentes nationalités mauritaniennes afin de déstabiliser et d'affaiblir le pays. La population de plusieurs villes mauritaniennes a riposté en organisant des manifestations pour l'unité nationale. Rien n'exclut aujourd'hui que Hassan II aille jusqu'à faire une intervention militaire pour empêcher la Mauritanie de faire la paix avec le peuple sahraoui. Les mesures prises par le gouvernement mauritanien visent à organiser la résistance de la nation contre les menaces du Maroc.

● Nicaragua : nouvelle offensive sandiniste

Le Front National Sandiniste a lancé mercredi des attaques dans 5 villes du pays, infligeant des pertes à la Garde Nationale. La radio du Front Sandiniste indique qu'il s'agit là du début d'une nouvelle offensive contre le régime de Somoza, destinée à déjouer les plans de l'impérialisme américain et la réaction interne qui envisageraient de déposer Somoza pour le remplacer par un gouvernement plus stable.

● Aix-en-Provence 8 heures contre l'impérialisme

SAMEDI 24 MARS A 16 HEURES
Palais des Congrès - Aix-en-Provence

A l'appel du Comité de mobilisation anti-impérialiste avec la participation notamment de :

- Un représentant du Comité des patriotes du Kampuchéa en France ;
- L'Association des étudiants érythréens en Europe (France) ;
- Libération arménienne

● Brésil : Les métallos de Sao Paulo en grève depuis 2 semaines

La grève des ouvriers de la construction automobile de Sao Paulo, se poursuit. Les 200 000 métallurgistes de la ville luttent pour obtenir une augmentation de salaire de 78,1 %, alors que les patrons ne veulent pas accorder plus de 68 %, et pour obtenir un statut légal pour les délégués syndicaux. Le gouvernement qui a déclaré la grève illégale fait intervenir la police contre les piquets de grève.

● Afghanistan : l'insurrection prend de l'ampleur

Le gouvernement Taraki fait face actuellement à une insurrection générale des rebelles musulmans, ces derniers revendiquent la prise d'Herat, la principale ville de l'Ouest du pays. Cette nouvelle est confirmée par les milieux diplomatiques de la capitale. L'ampleur des combats se trouve vérifiée par les moyens employés par l'armée afghane pour mater la rébellion : l'aviation et les blindés sont intervenus contre ceux qui se revendiquent «patriotes musulmans».

Le Front National de Libération afghan, qui dirige l'insurrection générale, affirme être en mesure de renverser le régime actuellement au pouvoir à Kaboul, d'ici un à deux mois.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
- Pékin Information
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSE TOUNG
- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Harastzi)
- Ecoles rurales, quel avenir (Collectif «école formation» de Grenoble)
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays d'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

Nom (en capitales)
Prénom
Ville
Date :

Abonnement normal 350 F ☐
Abonnement de soutien 600 F ☐
... F ☐

Mode de versement : — en une fois ☐ — en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A LIVRES OUVERTS

Une revue à lire
et à faire connaître

«Les nouveaux mandarins» naissant dans la «vedettariat et l'histoire spectacle», monopolisant les publications «des grands historiens de notre temps», la TV, la radio, les bandes dessinées... se sont partagés le gâteau de la production des études d'histoire.

Il est pourtant des historiens courageux qui ne sont pas poussés par la vanité du nom publié en gras au bas d'un article faisant fureur, ni par l'appât des droits d'auteurs substantiels.

C'est l'équipe de rédaction de la «revue d'histoire populaire» : Le peuple français.

Mais ils sont gênés par beaucoup, bien que n'occupant «qu'une place modeste» dans cette bataille d'écoles. A tel point d'ailleurs, qu'ils ont déjà «subi des pressions considérables de toutes parts» visant à les satelliser ou à les englober.

Alors, camarades, soutenez cette revue (qui a déjà un large passé). Elle est vivante et ouverte à l'histoire du peuple. Elle a besoin de nous tous pour se défendre des requins. Toutes les bourses peuvent se l'offrir (abonnement annuel : 24 francs minimum ; prix au numéro : 6,00 F). Les comités d'entreprises, les écoles, bibliothèques peuvent s'abonner. Faites connaître la revue : elle vaut la peine qu'on s'y attache ; adultes et adolescents seront vite passionnés par ces pages de luttes fort bien orientées et écrites, richement documentées. Vous y trouverez des articles très diversifiés, un sens vrai de l'histoire populaire, qui donne le goût de l'étude. Une lecture pour tous les cœurs combattifs.

LE PEUPLE FRANÇAIS
B.P. 26
92 190 MEUDON

Au sommaire du N° 5

(1^{er} trimestre 1979)

- 1870 : commune à Marseille - Avant la commune de Paris, l'insurrection du peuple marseillais.
- Ecole primaire sous l'Ancien Régime - Comment clergé et Etat se sont disputés et partagés le monopole de l'Ecole.
- 1935 : la riposte aux décrets-lois
- Mineurs de Montceau au XIX^e siècle - une dynastie bourgeoise fonde son empire parternaliste et répressif ; la réponse des mineurs.
- Le Marais Vernier
- 1911 : la révolte de vigneron champenois - les petits producteurs entrent en guerre contre les grandes «Maisons» et les fraudeurs.
- La Vendée.

LE PEUPLE FRANÇAIS

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE



- 1870 : LA LIGUE DU MIDI • 1935 : LES DECRETS-LOIS
- L'ECOLE PRIMAIRE SOUS L'ANCIEN REGIME • LES VENDEENS
- 1911 : REVOLTE DES VIGNERONS CHAMPENOIS • MINEURS DE MONTCEAU
- UNE COMMUNAUTE PAYSANNE - LE MARAIS VERNIER

Trimestriel Janvier - Mars 1979

AU SOMMAIRE DE QUELQUES PRECEDENTS NUMEROS :

1914-18 : le «bourrage de crâne» - Louise Michel - Colonisation de la Guyane - Sergents recruteurs du 18^e siècle (N° 4 - 1978) Ouvriers du textile sous Louis XI - 1870 : grève de Torton - Réfractaires et déserteurs (N° 19 - 1975) Grève générale novembre 1938 - Lutttes et syndicalisation des ouvriers - Jules Vallès et le peuple (N° 26 - 1977) 1^{er} mai, 1906 - Chine 1901 : la révolte des Boxeurs - 1917 : les mutineries du contingent russe en France (N° 17 - 1975).

D'où vient le mal ?

Voïnovitch a publié «Mon pays bien aimé» en URSS en 1961 ; il a été exclu de l'Union des écrivains en 1974 et est interdit de publication en URSS.

Que dire de «Mon pays bien aimé», sinon que ces six nouvelles nous tracent un tableau relativement triste et froid de la vie quotidienne en URSS.

Satire ? comme l'annonce l'éditeur, peut-être, mais dont on ne saisit pas très bien la portée, ni la signification. On est ainsi désorienté à la lecture de ces nouvelles car on ne sait pas très bien d'où vient le mal. Ainsi les quelques rares membres du parti que met en scène, semble-t-il par hasard Voïnovitch, semblent être pris dans le même engrenage que les autres personnages.

On est d'autant plus mal à l'aise que, mis à part les quelques héros de chaque nouvelle, le peuple russe dans son ensemble paraît d'une fadeur et d'une insouciance vraiment inquiétantes.

MON PAYS BIEN AIME - Vladimir Voïnovitch. Stock (coll. Le cabinet cosmopolite). 505 pages.

Les nouveautés

PAYS
ÉTRANGERS

L'ALTERNATIVE
De Rudolf Bahro
Aux éditions Stock
424 pages

Membre du parti communiste de R.D.A. depuis 1956, Rudolf Bahro dirigeait la revue de la jeunesse communiste allemande. Il fut arrêté le 23 août 1977 et condamné à 8 ans de prison, à la veille de la parution de son livre à l'Ouest. Bahro critique un «socialisme d'Etat» qui n'est que la continuation du capitalisme et de ses contraintes, puisque l'ancienne division du travail, l'argent, le salariat, les vieux tabous sexuels n'ont pas été supprimés. Il appelle à la mort du parti, pour un communisme autogestionnaire, ce qui constitue pour lui l'alternative au capitalisme d'Etat.

IRAN.
LE MAILLON FAIBLE
Par Behrang.
Collection le CEDETIM
Editions Maspéro
354 pages

L'Iran, qui était une place forte de l'impérialisme, en est devenu en 1978 le maillon faible. Véritable dossier et contribution militante, cet ouvrage analyse les racines profondes de la crise iranienne.

IRAN : LA REVOLUTION
AU NOM DE DIEU
Par Claire Brière et
Pierre Blanchet

Suivi d'un entretien avec
Michel Foucault
Editions du Seuil
241 pages

Correspondants du journal Libération, les auteurs ont vécu pendant 5 mois les événements à Téhéran et dans d'autres villes jusqu'au retour de Khomeiny.

REGIONS

CONTRE L'ETAT-NATION
Par Pierre Maugué
Editions Denoël 347 pages

Pierre Maugué est spécialiste de la question des minorités nationales. Il a déjà publié en 1970 *Le particularisme alsacien*. *Contre l'Etat nation* est un essai qui aborde le problème des minorités nationales dans le monde contemporain. C'est dans la création de structures fédéralistes nouvelles que l'auteur voit une possibilité de résoudre la question des minorités nationales.

DES CORSES
A PART ENTIERE
Par Antoine Ottavi
Editions du Seuil
190 pages

Linguiste et historien, Antoine Ottavi enseigne la littérature à l'université de Nice. Il examine le dossier corse, dénonce la politique officielle et l'injustice imposée au peuple corse, et affirme que les autonomistes sont aujourd'hui en perte de vitesse, et que l'avenir de l'île

n'est pas séparé de celui du continent.

LES ROMANS

LE TURBOT
Par Günter Grass
Editions du Seuil
534 pages

Ce roman s'inspire d'un conte populaire allemand. Le héros, immortel comme le turbot qu'il pêche un jour dans la Vistule et qui depuis lors le conseille, raconte ses neuf vies, sa longue traversée des siècles en compagnies de neuf femmes. Günter Grass avait publié il y a cinq ans un roman : *Le Tambour*.

SHOSHA
Par Isaac Bashevis Singer
Prix Nobel
Editions Stock
385 pages

Varsovie en 1939. Le drame se prépare pour la communauté juive. On retrouve dans ce roman l'univers familier d'Isaac Bashevis Singer.

LA MER DE CORTEZ
Par Steinbeck
Prix Nobel en 1962
Inédit publié aux Editions maritimes et d'outre-mer
314 pages

Le journal de deux hommes qui en 1941 vont vivre durant quelques semaines dans le Golfe de Californie à l'occasion d'une partie de pêche. Une réflexion sur l'homme, sur les lois naturelles auxquelles est

soumise la vie, au même titre que les animaux.

ESSAI
ET HISTOIRE

LES FEMMES ET
LEURS MAITRES
Par Maria A. Macciocchi
Séminaire Paris VIII
Vincennes
Editions
Christian Bourgois
441 pages

Ce livre regroupe les interventions suivantes :
— Fascismes et femmes.
— Lutttes féminines et féministes.
— Marxisme et féminisme

CIMETIERES
SANS TOMBEAUX
Par Gilbert Dreyfus
Editions Plon 221 pages

Déporté au camp de Mathausen, l'auteur témoigne sur les tortures et l'implacable sauvagerie nazie ainsi que sur l'organisation d'une résistance clandestine.

VIVRE A GURS
Par Hanna Schramm et
Barbara Vormeier
Editions Maspéro

En 1940, Hanna Schramm, allemande, antinazie, exilée en France est envoyée dans le camp de concentration français de Gurs. Elle décrit dans son récit la vie quotidienne et le fonctionnement du camp.

Dans la 2^{ème} partie, Barbara Vormeier retrace l'histoire de l'émigration allemande, antinazie et juive à partir de 1933 et le sort que lui a fait le régime

de Vichy.

La 3^{ème} partie rassemble des témoignages sur les camps français.

POLITIQUE

Dans la collection «Débats communistes» dirigée par G. Molina et Y. Vargas Aux éditions Maspéro,
1) UN PARTI PEUT
EN CACHER UN AUTRE
Par F. Bouillot et
J.M. Devéa

J.M. Devéa, membre de la direction de l'U.E.C. de Bordeaux, est collaborateur de la revue *Positions*.

Dans ce livre, ce sont des témoignages des militants du PCF que les auteurs ont recueillis, sur leur vie de militants, le PCF au quotidien etc...

DIX INTELLECTUELS A LA
RENCONTRE DES 400
INTELLECTUELS
COMMUNISTES A VITRY.
OUVERTURE D'UNE
DISCUSSION ?

Dans ce livre, quelques-uns des participants du colloque de Vitry ont rassemblé leurs interventions, de façon à rompre leur isolement et à informer.

PARLER VRAI
Par Michel Rocard
Textes politiques précédés
d'un entretien avec Jacques Julliard
Editions du Seuil
169 pages

Les textes présentés concernent l'Europe, les 35 heures, le chômage, les questions monétaires, l'alliance avec le PCF.

LYCÉENS DU VAL-DE-MARNE

Interview d'un membre du Comité de grève du lycée Langevin-Wallon (Champigny)

► Peux-tu indiquer où en est la lutte à Langevin-Wallon ? Quels ont les obstacles que vous avez dû surmonter ?

— En ce moment il y a un débat important sur le type d'action à mener. On a déjà fait des délégations au rectorat, à la préfecture, au ministère : ça n'a rien donné. Le problème qui se posait c'est : comment poursuivre la lutte ? En fait il y a, globalement, deux courants. Certains qui luttent pour la première fois, qui n'ont pas d'expérience, ont peur des actions qui « brusqueraient » les gens. La JC s'appuie sur ces hésitations pour que l'on continue la même chose : les manifs « traîne-savate », qu'on reste « calmes ». En fait, ils essaient de contenir le mouvement lycéen.

D'un autre côté, il y a d'autres lycéens qui ont participé aux luttes précédentes, qui sont décidés à faire avancer le mouvement lycéen et qui ont pris conscience que les manifs ça n'inquiétait pas du tout Beullac. Ce noyau était partisan d'actions résolues : envahir le ministère etc...

Entre ces deux courants on a essayé de transiger. On a connu une période d'essoufflement. Nous avons réorganisé notre lutte et maintenant on va essayer de faire des choses qui fassent parler de nous.

► A quoi était dû cet essoufflement dont tu parles ?

— Au départ on avait choisi d'élargir le mouvement à tout prix. Nous nous sommes basés sur l'expérience de la grève au lycée P. et M. Derrien, à côté. Ils sont partis en grève tout seuls, et la lutte est retombée parce qu'ils étaient isolés. C'est pour cette raison que nous avons pris des initiatives pour élargir le mouvement. Après avoir consacré les deux premiers jours à l'information, — parce qu'il fallait savoir pourquoi on luttait — nous avons envoyé des délégations massives dans de nombreux lycées et CET. Puis on a coordonné les différents bahuts mobilisés : nous avons réussi à faire une manif à 4 000 le vendredi 16 mars. Durant toute cette semaine les gens étaient mobilisés. Une fois cela réalisé, un nouveau problème s'est posé : une certaine passivité s'installait. Les gens en avaient marre. En plus, manifs et délégations n'avaient rien donné. Il y avait de moins en



Assemblée générale à Langevin-Wallon mardi 20 mars

LE CHÔMAGE NOUS CONCERNE AUSSI

moins de lycéens qui restaient au lycée pour mener une grève active. De nombreuses interrogations existaient : on s'essouffait, est-ce qu'on était en train de se casser la figure ?

Là on a essayé de se donner du sang neuf. Nous nous sommes occupés davantage de la mobilisation dans notre lycée, puisque maintenant il y a 15 lycées mobilisés.

► Alors vous vous êtes structurés de quelle manière ?

Nous avons décidé de consulter ceux qui étaient là, qui se posaient des questions sur la lutte et qui étaient un peu découragés.

Auparavant ça se passait comme ça : il y avait le comité de grève qui regroupait les plus expérimentés et ceux qui désiraient participer à l'établissement du programme venaient avec nous décider de la marche à suivre. On ne peut pas dire que les décisions étaient prises autoritairement, mais en fait les gens

nous remettaient tout entre les mains. Le comité de grève prenait les décisions pour eux. Et on en arrivait à être à court d'idées.

Maintenant, avec quelques-uns, on a eu quelques idées pour nous organiser différemment, pour intéresser beaucoup plus les lycéens, les remobiliser et les faire participer davantage. Les assemblées générales par exemple. On convoque une AG le matin avec 300, 400 personnes. On présente les problèmes à régler, puis on se répartit en groupes de discussion avec des membres du comité de grève. Chacun va dans une salle, on discute des propositions, on examine les difficultés et puis on se retrouve à nouveau en AG pour tirer le bilan. Là, ça marche nettement mieux. On avait peur de se casser la figure : on a appliqué le système et ça a réellement remobilisé.

► Les gens s'expriment vraiment ?

— Les gens s'expriment beaucoup plus. Il y a un phénomène

de timidité que l'on ne peut pas changer. Mais je crois que les gens s'expriment plus largement, on voit ce qui ne va pas, les hésitations etc... On discute à fond des propositions qui sont faites. D'ailleurs on a demandé : les lycéens sont tous d'accord avec ça. Ça a vraiment changé les choses.

Nous avons aussi créé des bureaux. Ce n'est pas des institutions pour mieux organiser la grève : bureau d'information pour connaître les initiatives, les activités de la journée, finances, presse, bureau d'action où on reçoit toutes les propositions pour les actions à venir : on les examine, on en discute, on les adopte ou pas.

► Quelles seront vos prochaines actions ?

Donc on a bien rediscuté et en faisant le bilan de ce qu'on avait déjà fait, beaucoup se sont rendus compte qu'il fallait faire des actions spectaculaires. Jeudi 22 mars on va essayer de faire une action d'éclat qui risque de sen-

sibiliser énormément de monde. On a prévenu la presse. Pour nous, il n'est pas question qu'il y ait des heurts. On veut faire parler de nous : on pense avoir trouvé la solution : si ça marche, je pense qu'on fera ce genre d'actions avec la coordination sur tout le Val de Marne, et ça fera boule de neige.

► Par rapport à ce type d'actions, est-ce que ce qui s'est passé à Longwy, et à Denain a joué dans cette prise de conscience ?

— Dès le début, il y a donc eu un noyau qui a proposé des actions « dures ». Parce qu'on avait vu qu'à Longwy, à Denain, ils sont en lutte depuis trois mois, ils ont engagé des choses importantes. Notre but, à nous lycéens, c'est d'essayer de faire céder Beullac ; on pense qu'on doit commencer par des actions marquantes. Maintenant la majorité est d'accord avec cette idée.

► Quelle est votre position pour la marche du 23 ?

— Nous, on veut y participer activement, pour soutenir les ouvriers en lutte, les sidérurgistes. C'est pour ça qu'on va se joindre aux gars de Longwy, de Denain, de la SFP, aux postiers de Créteil. Ce qui va être intéressant là-bas, c'est qu'on va côtoyer des gens qui ont le même ennemi que nous, même si on a des revendications différentes — mais le chômage ça nous concerne aussi ! — qui sont prêts à beaucoup de choses pour aboutir et qui ont essayé de démarrer dans le calme. Les lycéens pourront discuter avec les travailleurs, et je pense que comme on est dans une position assez délicate pour dire aux lycéens que les manifs ça ne suffit plus, ils écouteront plus facilement des gars d'un certain âge, qui ont de l'expérience, des pères de famille, qui en sont arrivés là. Ça ça peut avoir énormément de poids.

► Vous vous adressez aux parents, aux travailleurs ?

Jusqu'à maintenant on n'a pas eu le temps. Mais on va faire une journée « portes ouvertes » pour nous expliquer et montrer le sérieux de notre lutte. On a pensé aller sur les marchés avec des panneaux, des banderoles, montrer que ce n'est pas de la rigolade : ça nous tient énormément à cœur.

TELEVISION

Nous signalons la semaine prochaine.

Lundi 26 mars : FR3 - 20 h 30
Un homme de trop

Film français de Costa-Gavras, d'après le roman de J.P. Chabrol, avec Michel Piccoli, Bruno Cremer, J.C. Brialy... En 1943, dans les Cévennes. Un groupe de maquisards doit délivrer 12 résistants condamnés à mort. L'opération réussit. Mais ce n'est pas 12 hommes qu'ils ont libérés, mais 13 ; il y a un homme de trop, que personne ne connaît...

Mercredi 28 mars : TF1 - 21 h 35
Secrète enfance

Les enfants « pas comme les autres », vus par Guy Seligman, tels qu'ils vivent en-dehors de l'institution

de Maud Mannoni, qui renouvelle les rapports avec eux.

FR3 - 20 h 30

L'homme qui voulut être roi.
Un western de John Huston.

Jeudi 29 mars : A2 - 20 h 40

Le grand échiquier
Avec cette fois-ci le violoniste Jean-Pierre Wallez.

Vendredi 30 mars : FR3 - 20 h 30

Le nouveau vendredi

Cette semaine, le magazine d'information de FR3 porte sur « la criminalité en col blanc » : escroquerie, carambouille, fausses factures, spéculation dans le monde du capital.

A2 - 21 h 35
Apostrophes

Trois écrivains étrangers : Günter Grass, « Le turbot », Anthony Burgess, « Rome sous la pluie », Alberto Moravia, « Le roi est nu ».

A2 - 23 heures
Touche pas à mon copain

Un film de Bernard Bouthier, tourné avec des acteurs non-professionnels, et où la ville de Sète joue un grand rôle.

Un débat organisé par les oppositionnels du PCF

LA NATURE DU PCF EN QUESTION

Le secteur Paris I de l'UEC a pris l'initiative, lundi dernier, d'organiser un débat intitulé : « Union de la gauche ? » auquel ont participé une centaine de personnes, dont Georges Labica, membre du comité fédéral des Hauts de Seine, Yves Roucaute et Gérard Molina.

En fait, le sujet initial, l'union de la gauche, a été vite élargi à une question effectivement plus vaste : qu'en est-il des contradictions aujourd'hui dans le PCF ? Au vu de ce débat, on peut confirmer qu'elles sont nombreuses, et profondes.

Premier problème posé, celui de la préparation du 23^e congrès. Les militants « critiques » (ils préfèrent ce terme à celui d'« oppositionnels ») constatent à juste titre que le projet de résolution, tel qu'il est soumis à la base, n'est pas amendable. C'est ce que Georges Labica avait développé dans une tribune de discussion dans *L'Humanité*, et que lui et d'autres, notamment Yves Roucaute ont explicité lundi soir. Il y a, en fait, dans ce texte une juxtaposition de points de vue, qui permettent à la direction de faire face à toutes les critiques, et qui lui permettent de dire après coup : on a eu raison. Un exemple cité, celui de l'analyse du parti socialiste : on trouve dans le projet de résolution des passages où le PS est

présenté comme un parti irrémédiablement de droite, et d'autres passages où il est présenté comme pouvant, à certaines conditions, faire l'objet d'alliances. On a d'ailleurs retrouvé cette ambiguïté dans des tribunes de *L'Humanité*, où le PS est présenté de manière totalement contradictoire. Autre exemple, les louvoisements de la direction : la manière dont est mise en avant l'union à la base. Celle-ci peut être comprise de différentes manières : pour les oppositionnels — qui ne remettent pas en cause l'union de la gauche, mais seulement la manière dont celle-ci s'est effectuée, au sommet — l'union à la base peut être justement le contraire de cette unité d'appareil qu'ils dénoncent. Pour la direction, c'est

plus probablement une incantation destinée à justifier une période d'isolement difficile pour elle.

COMMENT AGIR SUR LA LIGNE POLITIQUE ?

Comment agir face à un tel projet de résolution ? Devant l'impossibilité de l'amender, certaines cellules renvoient carrément le texte proposé ; d'autres, comme cette cellule de Seine-Maritime, rédigent un contre-projet. C'est la marche à suivre qui se dégageait lundi soir, avec, notons-le, une difficulté politique majeure : pour Georges Labica, des propositions politiques ne peuvent être le fait de quelques militants ; pour les élaborer, il faut s'appuyer sur une pratique, on aurait même tendance à dire qu'il faut pratiquer la ligne de masse, même si le terme n'a pas été employé lundi. Mais comment élaborer des contre-propositions au sein d'organisations, cellules ou autres, d'un parti qui n'applique pas le centralisme démocratique ? La question a été implicitement posée par

des militants critiques, sans qu'une réponse soit apportée.

UN RAPPORT AUX MASSES MANIPULATOIRE

Deuxième problème d'ampleur soulevé lundi : celui du rapport du PCF aux masses. Il faut parler ici de réquisitoire, tant il était évident, pour la quasi totalité des militants présents, que le PCF adoptait des méthodes manipulatoires envers les masses. Des exemples extrêmement précis ont été cités, par exemple sur la décision de la direction de l'UEC de casser telle lutte étudiante, parce que le contrôle lui en échappait. Il a été rappelé combien le PCF se trouvait en décalage par rapport aux mouvements de masse apparus depuis 1968. Il a même été précisé que le fossé continuait à s'accroître entre ce qui est la force vivante des luttes et le PCF. Mais pourquoi cela ? La question a aussi été posée, et elle est essentielle.

LA NATURE DU PCF
Expliquer le décalage du

PCF par rapport aux aspirations de masses, c'est en fin de compte en venir à la nature — bourgeoise — de ce parti, et à son projet politique — capitaliste —. Lundi dernier, des réponses ont été apportées, parfois contradictoires.

Ainsi Gérard Molina considère-t-il d'une part que le PCF n'a pas une pratique uniquement manipulatoire sans quoi il adopterait des solutions de gestion de la crise comme peuvent le faire un Rocard, un Chérèque ou un Elleinstein — et d'autre part que la contradiction entre les masses et le PCF pourrait dans l'avenir se résoudre de manière « violente ». Ainsi était posée, implicitement, le problème de l'antagonisme entre projet (et attitude) du PCF et aspirations des masses. Georges Labica, lui, fournit une réponse un peu différente : le passif du PCF doit être corrigé si on prend en compte sa présence positive dans les luttes, comme en Lorraine en ce moment. Le décalage du PCF s'expliquerait par le fait qu'il considère comme « secondaire » des

mouvements de masse tels que mouvement de femmes, écologistes, radios libres, alors que, pour le PCF, le « principal » serait les luttes de la classe ouvrière. Cette interprétation n'a pas convaincu plusieurs participants au débat, qui considèrent qu'on ne peut pas diviser ainsi la pratique du PCF entre des attitudes totalement négatives, et des attitudes positives, notamment dans la classe ouvrière.

A l'évidence, le débat organisé par l'UEC lundi soir n'a pas répondu à toutes les interrogations, et ce n'était pas son but. Mais il a montré, à son échelle, combien étaient vives les questions et la réflexion chez un bon nombre de militants. Il a aussi montré, c'est peut-être là son enseignement, que la direction du PCF joue largement sur sa présence dans les luttes ouvrières pour semer la confusion. De ce point de vue, les militants ouvriers et oppositionnels du PCF ont pourtant beaucoup de choses à dire.

Nicolas DUVALLOIS

Jeudi 22, à 14 heures, le péron est couvert de lycéens. Ils attendent de partir pour l'action, pendant que quelques-uns, en camionnette pleine de pneus récupérés le matin, partent les premiers. C'est à près de 1 500 qu'ils se dirigent vers le lieu choisi. Plusieurs délégations du Val-de-Marne sont là pour appuyer les grévistes de Langevin-Wallon.

Arrivés aux deux carrefours de la N 4 face à la mairie de Champigny (municipalité PCF), les choses ne traînent pas. Les rues sont aussitôt bloquées par des amoncellements de pneus. La circulation est stoppée. Certains routiers essayent de forcer le barrage, les lycéens les empêchent, ils s'empres- sent de s'asseoir sur les pneus. Les 8 flics municipaux débarquent casqués et matraque à la main. Fortement impressionnés par la détermination des lycéens qui se sont assis — visiblement décidés à rester sur place —, les flics n'iront pas plus loin. Le commissariat essaie de raisonner les lycéens : rien n'y fait.

Le PCF prend le relais. L'adjoint au maire descend hystérique : « Je vais vous faire dégager tout de suite. C'est de la provocation, vous faites cela parce que c'est une mairie PCF, pourquoi ne le faites-vous pas dans une mairie de droite ? ». Les lycéens, surpris, s'insurgent. L'adjoint continue de plus belle : « Vous êtes manipulés par un groupe de provocateurs qui sont bien connus de la police ! ». Il s'en va furieux, relayé par un autre adjoint qui essaie

De nouvelles formes de lutte pour le mouvement lycéen.



Sur la route N 4, un des deux carrefours bloqués par des lycéens de Langevin-Wallon et d'autres lycées du Val-de-Marne.

OPERATION COUP DE POING DES LYCÉENS DE LANGEVIN-WALLON (Val-de-Marne)

d'être plus souple : « Ca ne sert à rien votre action, vous allez mettre l'opinion contre vous. Pourquoi vous n'avez pas été voir le député, il peut intervenir à l'Assemblée nationale ». La réponse des lycéens est cinglante : « Vous l'avez convoqué pour la sidérurgie, et ça n'a rien donné, les licenciements sont confirmés. Ça fait 15 jours que l'on fait des manifestations sans succès ; pour nous, ce sont les seules formes

d'action pour faire céder Beullac ».

Toute une armada de permanents et de conseillers municipaux de toutes sortes mènent une offensive pour faire cesser l'action, n'hésitant pas au besoin à se contredire, passant du soutien au désaveu. Ils sortirent pour donner la parole à un JC. Des lycéens protestent et lui arrachent le micro pour souligner le succès de l'opération qui a sérieusement

bloqué la circulation pendant deux heures : au point que les CRS n'ont pu arriver à temps, il ne leur restait que les pneus.

A l'AG qui tirera le bilan de l'action très positive, les lycéens régleront leur compte à la JC et au PCF.

Nous publions une interview d'un membre du comité de grève de Langevin-Wallon en page 15.

MOBILISATION CONTRE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE NOGENT-SUR-SEINE (Aube)

Manifestation samedi à Nogent des collectifs Auboisi contre la centrale, des Amis de la Terre et diverses organisations samedi 24 mars 10 heures place d'Armes - Nogent

L'enquête « d'utilité publique » pour l'implantation de la centrale nucléaire poursuit son cours, et devrait se terminer le 29 mars. Une enquête que EDF mène à sa façon dans le but évident d'imposer son projet. Le temps de consultation des habitants de la région directement concernée n'aura pas excédé deux mois. Il est vrai que EDF avait aussi volontairement limité la zone de consultation dans un rayon de cinq kilomètres autour du futur site ! Cette zone représente le minimum imparté pour de telles enquêtes. Mais la centrale nucléaire de Nogent concerne, de fait, plus de dix millions d'habitants, puisqu'elle se situe en amont de Paris, dans une région où les nappes phréatiques alimentent en eau potable la région parisienne. Le premier risque en effet, est la contamination des eaux

d'une part, par des rejets radioactifs (mais EDF tente de nous rassurer, ils seront inférieurs aux normes autorisées), et d'autre part, par les produits chimiques employés au détartrage de l'eau de la Seine pour la bonne circulation dans les circuits de refroidissement.

Quant au paysage, il se verra « agrémenté » de deux tours de réfrigération de 165 mètres de haut, qui vaporiseront quelque 130 000 mètres cubes d'eau tous les jours, transformant ainsi le micro-climat de la région de façon radicale.

Sans compter que les microbolantes créations d'emplois, ici comme ailleurs, ne sont qu'illusions...

Les collectifs auboisi ayant organisé une pétition, ils ont obtenu actuellement 60 000 signatures ; ils en attendent plus de 300 000.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75 924 Paris Cédex 19